



SANTÉ PUBLIQUE

Un centre de médecine traditionnelle chinoise à Brazzaville

L'institut Q-Huang, spécialisé en médecine traditionnelle chinoise, a été inauguré le 3 décembre à l'hôpital de l'Amitié sino-congolaise à Mfilou, septième arrondissement de Brazzaville. L'établissement marque le renforcement de la coopération sanitaire entre la République du Congo et la Chine. Il servira non seulement à administrer des soins, mais aussi à partager l'expérience chinoise aux techniciens congolais.

Page 16

Le dévoilement de la plaque de l'Institut Qi-Huang



EDUCATION

Les violences en milieu scolaire au cœur d'une sensibilisation



Sensibilisation des élèves

Les élèves du Complexe scolaire Révolution-Gam-po-Olilou à Ouenzé, dans le cinquième arrondissement

de Brazzaville, ont été sensibilisés le 2 décembre aux violences et au bien-être en milieu scolaire.

Page 7

AFRIQUE CENTRALE

Les pays se préparent à mieux gérer les urgences sanitaires

Les représentants des Etats de l'Afrique centrale ont décidé de renforcer les mesures de riposte aux urgences de santé à l'issue de la deuxième réunion du comité de pilotage du Centre de coordination régional d'Africa CDC tenue, le 2 décembre, dans la capitale congolaise.

Page 16



Les participants au comité de pilotage

DISTRICT DE MINDOULI

Des financements octroyés aux micro-entrepreneurs

Les commerçants et les micro-entrepreneurs du district de Mindouli, dans le département du Pool, ont bénéficié des crédits du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement en partenariat avec la Caisse d'appui au développement communautaire.

Page 3



Des membres du gouvernement et des élus locaux

Editorial

Veiller au grain

Page 2

ÉDITORIAL

Veiller au grain

La situation qui perdure concernant l'insalubrité dans les villes, au même titre que les érosions, les glissements de terrains et l'ensablement, devrait toujours préoccuper les pouvoirs publics. De par leur fonction, ils sont tenus de veiller en permanence à la résolution de ces problèmes par des réponses pérennes qui facilitent l'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères.

Les statistiques dans la plupart des villes d'Afrique subsaharienne révèlent que le taux de collecte des déchets solides urbains ne dépasse pas 60%, avec seulement 30 à 40% de la production totale. Le sujet est donc continental mais en ce qui concerne le Congo, il serait judicieux de tenir compte de ces paramètres et envisager de nouvelles actions dans le programme qu'entend impulser le ministère chargé de l'Assainissement urbain et du Développement local.

Les attentes des citoyens en matière de préservation de l'environnement devenant plus que pressantes à l'heure des changements climatiques, il est urgent de se doter de services adéquats et de systèmes d'égouts efficaces.

En vue des résultats escomptés, chacun selon son rôle et la place qu'il occupe dans son environnement immédiat est appelé à une prise de conscience pour lutter contre l'insalubrité et les érosions. A Brazzaville, par exemple, l'urbanisation accélérée est à l'origine de grands mouvements de glissement de terrains, principalement dans les quartiers périphériques.

Pour prévenir ces phénomènes, l'Etat, garant de la politique foncière, est ainsi interpellé. Quant à la population, réduire les risques passe aussi par le respect des permis de construire. Autant dire éviter les versants, les terrains instables et les zones interdites.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Jean Enoch Ngoma décédé dans un accident de circulation

Membre du comité central et de la commission nationale de contrôle et d'évaluation du Parti congolais du travail (PCT), Jean Enoch Ngoma Kengué a trouvé la mort dans un accident de circulation le 2 décembre sur la route nationale n°1.

La nouvelle a fait le tour des réseaux sociaux avant d'être confirmée par le secrétariat permanent de son parti politique qui a partagé, à travers un communiqué, son chagrin avec la famille biologique de l'illustre disparu. Conseiller départemental et municipal de Brazzaville, Jean Enoch Ngoma Kengué fut préfet du Pool et adjoint au maire de la ville de Brazzaville. Plusieurs fois candidats malheureux aux élections législatives à Brazzaville, il était l'un des fidèles au PCT. Selon des témoignages, le membre de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation du PCT se rendait à Madin-gou, chef-lieu du département de la Bouenza, où il devait tenir une réunion avec les membres du Parti, lorsque le pneu avant de sa voiture a éclaté provoquant une perte de contrôle fatale. Sur le plan sportif, Jean Enoch Ngoma dirigeait depuis quelques années la Fédération congolaise de jeu de dames. Reçu le 22 avril dernier à Brazzaville, par le président du Sénat, Pierre Ngolo, lors de la présentation du champion et du vice-champion de la Coupe d'Afrique de jeu de dames, disputée en novembre 2024, à Ouagadougou au Burkina Faso, il disait qu'il fallait désormais compter sur cette discipline au Congo.

Parfait Wilfried Douniama



Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

DISTRICT DE MINDOULI

150 micro-entrepreneurs bénéficient du crédit Kolisa

Le Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement (Figa), a permis, le 29 novembre dernier, en partenariat avec la Caisse d'appui au développement communautaire (Cadac), aux commerçants et micro-entrepreneurs du district de Mindouli, dans le département du Pool, de bénéficier du crédit Kolisa. Un mécanisme financier qui permettra de renforcer ou de développer leurs activités génératrices de revenus (Agr).

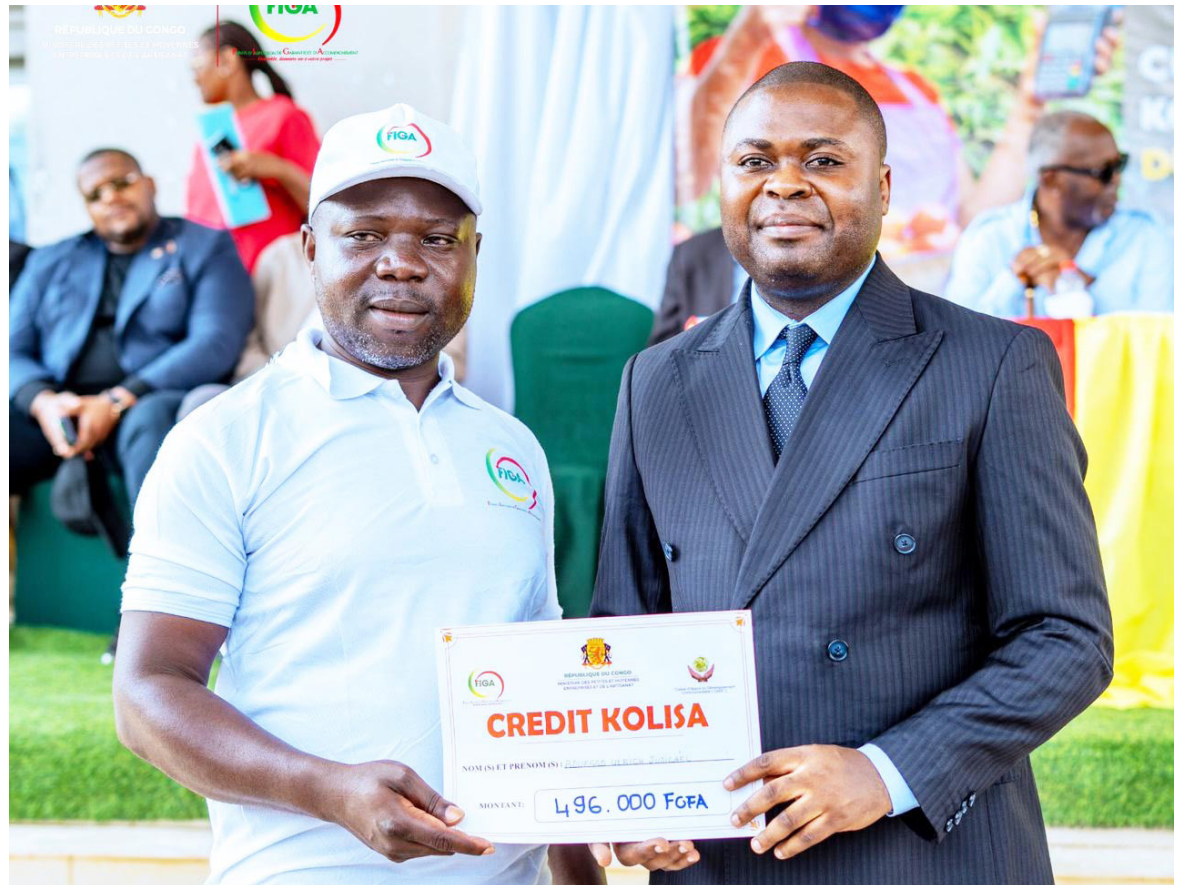
Destiné à œuvrer pour le développement socio-économique national, le programme Kolisa, grâce au mécanisme de garantie du Figa, a permis à 150 auto-entrepreneurs d'être les bénéficiaires de ce crédit, en recevant des mains de plusieurs autorités du district de Mindouli et de la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, leurs chèques.

Ce crédit, d'une valeur de 20 millions de francs cfa, réparti entre 50 000 et 1 00 000, selon la demande, visera, ainsi dire, à renforcer l'autonomie des commerçants, des artisans et des travailleurs du secteur informel n'ayant pas accès au crédit bancaire classique de se financer dans des conditions adaptées à leurs besoins. « *Les femmes et les hommes qui vont recevoir leurs micros crédits grâce à la garantie du Figa, sont de véritables auto-entrepreneurs, dans la mesure où, non seulement ils génèrent des revenus conséquents pour l'entretien de leurs familles respectives, mais ils participent aussi à l'animation de la vie économique nationale* », a indiqué le directeur général du Figa, Branham Kitombo.

Pour le directeur du Figa, cette

dynamique d'aide avec le programme « Kolisa » s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté instaurée par le gouvernement en accompagnant les initiatives privées de création d'activités économiques quelles qu'elles soient. « *Simple et rapide dans sa mise en place, ce crédit permet à ses bénéficiaires de rentrer en possession des fonds en un temps record avec des taux bonifiés et une durée de remboursement adaptée* », a rappelé Branham Kitombo, sur le mécanisme d'octroi du crédit Kolisa. Le directeur général du Cadac, Patrick Fortuné Kitembo, a rappelé, pour sa part en tant que partenaire technique de ce financement, les avancées de cette collaboration avec le Figa qui continue de perpétuer par son rôle d'acteur économique dans le processus de développement des petites entreprises.

De son côté, la ministre des Pmea, Jacqueline Lydia Mikolo, félicitant cette initiative dans le pool, a exhorté, par ailleurs les bénéficiaires à se faire formaliser afin de continuer à être éligibles au crédit Kolisa. « *Le gouvernement a la particularité de bien agir avec l'écosystème des petites et moyennes entreprises, pour rendre nos entrepreneurs performants, compétitifs et in-*



Remise de crédit kolisala par le directeur général du Figa/DR

novateurs. Donc Si vous voulez travailler, bénéficier du crédit, vous devez vous formaliser », a-t-elle indiqué aux micros entrepreneurs.

Certains commerçants et artisans du district de Mindouli ne se sont pas mis à l'écart, exprimant leur profonde satisfaction face

à cette initiative du Figa et du Cadac qu'elles perçoivent comme une marque de reconnaissance de leur rôle économique. Ils ont témoigné leur volonté de réussir et considèrent ce soutien non pas comme une aide mais comme un levier pour consolider leurs activités et améliorer les conditions

de vies de leurs familles.

Rappelons que dans son discours, la ministre des Pmea a indiqué qu'une nouvelle cohorte de 150 micro-entrepreneurs dans le district de Mindouli sera ainsi ajoutée dans cette liste de bénéficiaires de crédit Kolisa.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

MAYOKO-MOUSSONDI

Ulsan Mining Congo va produire trois millions de tonnes de fer par an

La filiale du groupe turc Ulsan prévoit un démarrage de la production dès 2026, avec une capacité initiale de trois millions de tonnes de fer par an, portée à cinq millions à partir de la troisième année.

Au Congo, Ulsan détient depuis 2023 un permis d'exploitation du gisement de fer de Mayoko-Moussondji. La réussite du projet dépend toutefois de la réhabilitation de la voie ferrée de 465 km reliant Mayoko au port de Pointe-Noire, dont la gestion des activités conventionnelles est assurée par le groupe turc Albayrak. Ulsan conduit actuellement les travaux nécessaires pour remettre cette infrastructure en état.

Le groupe négocie également avec le gouvernement congolais l'acquisition d'un terrain dans une zone industrielle spéciale pour y construire une usine intégrée de production de pellets, de fer de réduction directe et d'acier, ainsi qu'un projet énergétique propre de 120 MW destiné à alimenter ses installations.

Par ailleurs, au niveau continental Ulsan a également signé une convention minière au Sénégal pour un projet aurifère dans la zone de Makana et envisage de nouveaux investissements au Mozambique, en Zambie, au Burundi, en Tanzanie, au Rwanda (principalement pour les terres rares) et au Gabon, pour des projets de fer et de terres rares.

Selon le groupe, ses investissements en Afrique atteindront 300 millions de dollars sur la période 2025-2026, dont 80 % au Congo et 20 % au Botswana où un protocole d'accord d'une valeur de 5,5 milliards de dollars a été signé entre le gouvernement et un consortium international mené par le groupe turc Ulsan Holding, aux côtés de Thirty Five Global Links

(TFGL) de Singapour, d'Innovation Global Industries (IGI) de Chine et de Mercuria Asia Resources, filiale du négociant suisse Mercuria Energy Group.

L'accord a été paraphé par Fatih Gülsün, président d'Ulsan Holding, Jianyun Sun, directeur des investissements de Mercuria Energy Trading, Fangzhou Xu, directeur du développement international d'IGI, et Khalid bin Mohammad Al Attiyah, président du conseil d'administration de TFGL et ancien vice-Premier ministre du Qatar, aux côtés de Bogolo Joy Kenewendo, ministre botswanaise des Mines et de l'Énergie. Ce protocole, d'une durée de sept ans, porte sur la réhabilitation des centrales thermiques A et B de Morupule, situées dans l'est du pays, ainsi que

sur la construction de nouvelles centrales solaires et de centrales à charbon utilisant des technologies propres. Le projet comprend également la rénovation et l'extension des infrastructures de transport et de distribution d'électricité. À terme, la capacité totale de production devrait atteindre 1,5 gigawatt, permettant non seulement d'assurer la sécurité énergétique du Botswana, mais aussi de positionner le pays comme exportateur régional d'électricité au sein du Southern African Power Pool (SAPP).

Cet accord marque une nouvelle étape dans la stratégie d'expansion d'Ulsan au Botswana. En août 2025, le groupe avait déjà obtenu des permis d'exploration pour l'uranium et les platinoïdes, ainsi que deux licences d'ex-

ploration diamantifère : l'une dans la région de Tsabong, l'autre dans la zone de Boteti, à proximité des concessions de De Beers et Lucara Diamond. Ulsan mène également des travaux de prospection à Francistown, la deuxième plus grande ville du pays.

Fondé en 1999, Ulsan Holding est un acteur majeur du secteur de la défense, spécialisé dans la fabrication d'explosifs, de munitions, de drones et de systèmes de surveillance, qui constituent la principale source de ses revenus. Le groupe est également actif dans les secteurs minier, énergétique, pétrolier, du charbon, de la construction et de l'aviation, avec une attention particulière portée aux minéraux critiques et radioactifs ayant un lien stratégique avec la défense.

Fortuné Ibara

21^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ONUDI

La déclaration de Riyad offre de nombreuses opportunités

Ouverte le 23 novembre à Riyad, en Arabie Saoudite, la 21^e conférence générale de l'Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel (Onudi), s'est clôturée le 27 sur fond de déclaration. De nombreuses opportunités pour le Congo ont été présentées dans divers domaines stratégiques.

Les assises auxquelles les experts congolais ont participé sous l'autorité du ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, se sont soldées par une déclaration conjointe.

Celle-ci offre six opportunités majeurs au Congo dans des domaines clés lui permettant de renforcer son industrialisation afin de contribuer au développement économique. La déclaration de Riyad recommande, en premier, la facilité d'accès aux financements internationaux, grâce à Saudi EXIM, au Fonds saoudien à l'appui de l'ONUDI et au futur Pôle international d'industrialisation durable.

Les experts plaident aussi pour un appui conséquent en faveur du Congo pour lui permettre de développer ses Zones économiques spéciales d'Oyo et de Pointe-Noire.

L'objectif étant de permettre au Congo d'attirer des industries, de développer des chaînes de valeur, de créer des emplois, de transférer des technologies et de renforcer la transformation locale. De même, Riyad encourage la transformation des matières premières sur place, en lieu et place des exportations de brut, conformément à la vision du Congo dans le bois, le cacao, l'huile de palme, le maïs et les produits halieutiques.

La même déclaration recommande un appui technique basé sur l'intelligence artificielle, l'énergie et l'innovation. Les experts sollicitent également un soutien aux femmes congolaises en vue de leur autonomisation et de leur intégration dans les secteurs de l'industrie.

Toutefois, l'ONUDI a réitéré sa volonté de renforcer les capacités techniques des ministères et des entreprises



Le ministre Antoine Nicéphore Fylla (à gauche) serrant la main au directeur général de l'Onudi, Gerd Müller.

des pays membres, de les accompagner dans la digitalisation de leurs services et d'adopter des technologies

modernes.

En marge de la cérémonie de clôture, le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla

Saint-Eudes, qui conduisait la délégation congolaise, a conféré avec le directeur général de l'ONUDI, Gerd Müller. Dans leurs échanges, il a rappelé au ministre que quatre projets sont actuellement en cours, ainsi qu'un programme Pays en finalisation. Ce programme, a précisé le directeur général, repose sur trois axes : la politique industrielle, le développement des parcs industriels et la promotion des zones économiques spéciales.

L'ONUDI a également présenté au ministre une nouvelle initiative mise en place : l'Alliance internationale pour l'industrialisation durable portée par le programme « Sponsors Minero ». Cette alliance vise à offrir conseils stratégiques, appui technique et accompagnement contractuel au Congo, afin de lui garantir une plus grande valeur ajoutée locale.

Firmin Oyé

VIE DES PARTIS

Le 2^e congrès ordinaire du PAPE prévu avant la fin de l'année

Réuni en session extraordinaire le 29 novembre à Brazzaville sous la direction de son président, Jean-Pierre Agnagoye, le conseil national du Parti du peuple (PAPE) a retenu les dates des 26 et 27 décembre pour la tenue de son 2^e congrès ordinaire.

Pour parachever la préparation initiée depuis 2024, un comité restreint de onze membres a été mis en place. Le 2^e congrès ordinaire du PAPE sera une occasion pour les participants de prononcer la radiation définitive de certains membres. Les autres enjeux majeurs de ce congrès seront, à en croire la déclaration issue du conseil national, d'actualiser les textes fondamentaux et de renouveler les instances du parti.

Parti d'opposition, le PAPE entend également renforcer la cohésion en son sein et réaffirmer son positionnement sur l'échiquier politique national en tant que parti membre du Rassemblement des forces du changement (RFC). Analysant la situation politique et socio-économique nationale du pays, à trois mois de l'élection présidentielle de mars 2026, les membres du conseil ont constaté « avec une grande désolation et consternation » que « la crise multidimensionnelle dans laquelle le Congo est plongé ne fait que s'aggraver ».



Jean-Pierre Agnagoye et Yvon Camille Boloumba rendant publique la déclaration issue du conseil national devant la presse.

« (...) Les tenants du pouvoir en place préparent encore à ciel ouvert un nouveau passage en force pour se maintenir et prolonger le calvaire qu'ils font subir au peuple. Les membres du conseil réaffirment en conséquence, la position du PAPE qui demeure toujours constante à l'égard de ce pouvoir, ainsi que son adhésion et sa participation conséquentes à toutes les actions concrètes visant le renforcement des rapports des forces en faveur du change-

ment », ont-ils promis dans une déclaration rendue publique par le secrétaire général du parti, Yvon Camille Boloumba.

Quelques exclusions prononcées

Le conseil national a, par ailleurs, décidé de l'exclusion immédiate du parti de cinq membres de l'Association des jeunes du Congo et de la diaspora (AJCD) qui se sont distingués par des agressions physiques et verbales empêchant la tenue le 27 septembre dernier du conseil

national au siège du RFC en usant « d'une attitude arrogante, malveillante et désobligeante à l'égard des dirigeants du parti ».

« L'occasion leur est donnée de convertir leur association initiative en parti politique. Il leur suffit pour cela, de remplacer la lettre A de leur association par la lettre P, pour devenir Parti des jeunes du Congo et de la diaspora. Ce qui correspondra mieux à leur aspiration d'être le parti de la jeunesse agitée et anti seniors, car Jean Joseph Wil-

liam Otta, fondateur du PAPE avait clairement inscrit dans la déclaration de création de ce parti que celui-ci est un outil de combat mis à la disposition du peuple congolais, sans discrimination sur la base du sexe, de la religion, de l'ethnie et encore moins sur la base de l'âge », a poursuivi la déclaration.

Ainsi, il est formellement interdit à compter du 29 novembre 2025 aux membres exclus de parler au nom du PAPE et d'utiliser son logo, ses symboles, sous peine des poursuites devant les juridictions compétentes. Le conseil a, cependant, laissé une ouverture à certains membres de l'AJCD qui avaient régulièrement signé leurs fiches d'adhésion individuelle en novembre 2024, et qui ne se sont pas distingués par des actes désinvoltes, de rester, s'ils le souhaitent, au parti. Cela à condition de s'engager résolument à respecter les statuts, le règlement intérieur, les organes et les dirigeants issus du 1^{er} congrès de janvier 2021.

Parfait Wilfried Douniama

PROJET HISWACA

La feuille de route 2026 axée sur le soutien au système statistique

Le premier atelier opérationnel de suivi-évaluation du projet d'Harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'ouest et du centre (Hiswaca) s'est tenu le 1er décembre à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, réunissant les principaux acteurs du système statistique national. Cette rencontre vise à renforcer l'appropriation du projet, à finaliser le Plan de travail et le budget annuel (PTBA) 2026, ainsi qu'à aligner les institutions nationales sur les standards internationaux en matière de production statistique.

Des représentants des ministères sectoriels et des bureaux nationaux de statistique ont participé du 29 novembre au 2 décembre au tout premier atelier opérationnel de suivi-évaluation du projet Hiswaca. La rencontre marque une étape décisive pour le Congo, qui entend rejoindre l'initiative régionale grâce à un financement additionnel de 55,4 millions d'euros octroyé par l'Association internationale de développement du groupe de la Banque mondiale. Cet atelier inaugural permettra de consolider une compréhension commune du projet et de créer les conditions d'une mise en œuvre efficace. Il s'agit d'aligner l'ensemble des acteurs sur les règles de la Banque mondiale, de renforcer la planification et d'intégrer les exigences fiduciaires, environnementales et sociales. La première phase des travaux, consacrée aux présentations, a permis aux participants de revisiter les quatre composantes du



projet : harmonisation statistique, modernisation institutionnelle, amélioration des infrastructures physiques et gestion opérationnelle. Les outils de sauvegarde environnementale et sociale, ainsi que les mécanismes fiduciaires, ont également été passés en revue afin de renforcer leur appropriation par les équipes techniques. La seconde phase a pris une dimension plus pratique. Les participants ont travaillé sur le PTBA 2026, véritable feuille

de route des activités à mener dès janvier prochain. Un exercice de calcul de l'Indice de performance statistique est également prévu afin de renforcer les compétences liées à cet indicateur clé du suivi des systèmes statistiques. A l'ouverture des travaux de l'atelier, Cédric Déteimbert Monene Maboundou, conseiller au contrôle, au suivi et à l'évaluation des programmes, a rappelé l'importance stratégique d'Hiswaca. « Une donnée fiable, c'est une décision so-

Les participants au suivi-évaluation d'Hiswaca/Adiac lide. Une statistique harmonisée, c'est une gouvernance crédible », a-t-il déclaré. Il a identifié quatre piliers indispensables à la réussite du projet, à savoir : l'appropriation totale de celui-ci, la planification réaliste, le suivi rapproché et la stabilité des équipes. Pour lui, la combinaison de ces leviers permettra au Congo d'atteindre les standards internationaux de diffusion statistique, notamment du Fonds monétaire international. Le coordonnateur national du pro-

jet, Patrick Valéry Alakoua, a pour sa part insisté sur l'objectif de cet atelier qui est d'engager les bénéficiaires dans l'élaboration du PTBA 2026 et a précisé les priorités de mise en œuvre. S'il préfère attendre la validation finale pour dévoiler le détail des activités, il confirme déjà que plusieurs grandes enquêtes statistiques sont envisagées par l'Institut national de la statistique. La composante 3 du projet prévoit également des investissements structurants, notamment l'extension du Centre national de formation en statistique et démographie, la construction d'une salle de conférence pour l'INS et acquisition d'équipements techniques. À la clôture des travaux, deux livrables majeurs seront remis : le projet finalisé du PTBA 2026 et le rapport détaillé de l'atelier. Des outils indispensables pour guider la mise en œuvre du projet Hiswaca et contribuer, à terme, à l'amélioration durable du système statistique national.

Fiacre Kombo

DÉVELOPPEMENT

À Kibina, quand l'eau devient une respiration

La fondation congolaise Burotop Iris inaugurerait le 25 novembre dernier un forage moderne à Kibina, dans le 8e arrondissement Madibou à quelque 17 kilomètres du centre-ville de Brazzaville. Une réalisation qui répond à des années d'une soif que personne n'avait écoutée.

Pendant des décennies, les femmes de Kibina ont connu une géographie du sacrifice. Puits peu fiables, sources imprévisibles, marigot porteur de tous les périls : il fallait choisir chaque jour. Et chaque choix avait un coût, en temps, en santé, en dignité. Madeleine Mbemba, mère de trois enfants, raconte avec un sourire enfin libéré : « On devait marcher au moins deux kilomètres pour trouver de l'eau. Pendant la saison sèche, les sources s'asséchaient et nous utilisions n'importe quelle eau. Les enfants tombaient malades, souvent. Maintenant, on tourne le robinet, et c'est fini. Mais surtout, c'est de l'eau saine. »

La révolution silencieuse, elle la doit à la Fondation Burotop Iris, une organisation congolaise qui œuvre depuis 2008 dans l'éducation, la santé et la protection sociale du pays. Le forage de Kibina s'inscrit pleinement dans cette mission. Implanté à 57,5 mètres de profondeur, il est équipé d'une pompe immergée de 120 mètres cubes et d'une cuve de stockage de 5 000 litres. Un système hybride ingénieux assure la continuité. L'énergie solaire d'abord, l'électricité en soutien pour les périodes d'ensoleillement insuffisant.

« Quand on voit des mères utiliser cette eau, notre mission prend sens »

Romaine Gangoyi, responsable des opérations de la Fondation Buro-

top Iris, ne peut retenir son émotion lorsqu'elle revient sur ce projet. Lors de la cérémonie d'inauguration, en présence du maire de Madibou Alain Milandou et des autorités administratives et militaires de l'arrondissement, elle a expliqué le sens profond de cet engagement : « Ce forage s'inscrit pleinement dans notre engagement social : agir concrètement pour améliorer la vie de nos communautés. Les travaux ont respecté les délais, du 9 août au 20 septembre, mais ce qui nous a véritablement touchés, c'est de voir des mères utiliser cette eau lors de leurs consultations. C'est dans ces scènes du quotidien que notre mission prend sens. » Avant cette réalisation, le Centre de santé intégré de Kibina devait régulièrement recourir à une eau de qualité douteuse. Mme Gangoyi souligne que l'eau du forage a subi des analyses physico-chimiques et biologiques rigoureuses menées par le laboratoire central de la Congolaise des eaux. Le diagnostic est sans ambiguïté : elle est propre à la consommation humaine.

Le Centre de santé respirait mal

Le Centre de santé intégré de Kibina est l'unique établissement médical du quartier. Avec ses quinze agents et une directrice, la sage-femme Marie Thérèse Kivouvou, il accueille quelque six patients quotidiens. Un chiffre modeste en apparence, mais important pour une zone largement dépourvue d'infrastructure sanitaire.



Photo de famille avec le maire Alain Milandou au centre à côté de Romaine Gangoyi, responsable des opérations de la Fondation Burotop Iris/DR

« Cette eau change profondément notre travail », confie Mme Kivouvou, d'une voix posée mais chargée de conviction. « Avant, nous devions acheter de l'eau ou en quémander. Cela coûtait cher et n'était pas fiable. Aujourd'hui, nous pouvons nous concentrer vraiment sur nos patients sans cette préoccupation constante. Nos femmes enceintes, nos malades, tous bénéficient d'une eau de qualité pour les consultations, l'hygiène, les soins post-partum. »

Mais Mme Kivouvou ne s'en cache pas. D'autres plaies restent béantes. L'absence d'ambulance rend cauchemardesque chaque urgence obstétricale. La route qui mène de Madibou vers Kibina est délabée, forçant parfois les femmes enceintes à accou-

cher à domicile. Pour la directrice du CSI, ce forage représente néanmoins un progrès tangible : « C'est un premier pas. Quand on n'a rien, on accueille ce qui vient comme une bénédiction. »

Au-delà de l'eau propre

L'inauguration, célébrée par le maire Alain Milandou et les autorités locales, reste le premier étage d'une fusée qui doit monter plus haut. La Plateforme pour le développement de Madibou, qui a accompagné Burotop Iris dans le suivi de ce projet, a promis de continuer son plaidoyer. Mais à Kibina, on ne se fait pas d'illusions. Un forage d'eau, même performant, ne résout ni la pauvreté chronique, ni l'absence d'ambulance, ni le délabrement des routes.

Madeleine Mbemba voit les choses avec un pragmatisme tendre : « Ce forage, c'est la santé pour nos enfants. L'eau propre prévient les maladies. Et c'est du temps gagné, du temps qu'on peut consacrer à l'école ou au travail au lieu de courir chercher l'eau. » Elle marque une pause, puis ajoute avec une certitude tranquille : « Que la Fondation Burotop Iris soit bénie. Et que d'autres comme elle viennent aider les quartiers oubliés. »

Sur les toiles du quartier 810, s'élève désormais un forage à la teinte grise, modeste mais inébranlable. À Kibina, on l'appelle d'ores et déjà « l'eau de la vie ». Un surnom simple peut-être, mais qui dit tout des années passées à attendre, à espérer, et enfin à accueillir.

Quentin Loubou

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Le Congo et la Turquie entendent bâtir une relation « gagnant-gagnant »

Reçu le 3 décembre à Brazzaville par le médiateur de la République, Valère Gabriel Eteka-Yemet, l’ambassadeur de Turquie au Congo, Hilmi Ege Türemen, s’est imprégné du rôle et du fonctionnement de cette institution avant de souligner la nécessité d’établir des relations réciproques avec le bureau du médiateur à Ankara.



Poignée de main entre Valère Gabriel Eteka-Yemet et Hilmi Ege Türemen après l’entretien/Adiac

Interrogé par la presse, le diplomate turc a exprimé sa satisfaction de rencontrer les responsables des différentes institutions congolaises. « Nous avons discuté aujourd’hui avec le médiateur des différents domaines de coopération qui peuvent être développés avec l’institution sœur en Turquie, notamment le bureau du médiateur à Ankara. C’est ainsi que nous avons décidé d’en parler davantage avec le directeur de la coopération sur les actions concrètes. C’est une relation à bâtir et nous allons travailler avec monsieur le médiateur pour trouver un domaine de coopération bénéfique aux deux parties », a expliqué

Hilmi Ege Türemen à sa sortie d’audience, se félicitant de l’accueil qui lui a été réservé. En effet, le Congo et la Turquie entretiennent d’excellentes relations depuis des décennies. Cette coopération qui s’est renforcée dans plusieurs domaines, depuis l’ouverture des ambassades dans les capitales des deux pays en 2013 et 2014, a déjà contribué à l’installation, en République du Congo, de plusieurs sociétés turques, dans des secteurs divers, tels que l’économie, l’éducation, l’immobilier, l’énergie, les mines, l’assainissement, la logistique et les activités portuaires.

Parfait Wilfried Douniama

CONFÉRENCE D’ALGER

L’Afrique ouvre le procès du colonialisme et forge une stratégie continentale de réparations

Alger a accueilli les 30 novembre et 1^{er} décembre 2025 une conférence internationale sur les crimes du colonialisme, une première du genre sur le continent.

Organisée sous l’égide de l’Union africaine (UA) et validée par la Décision 903(XXXVIII) du sommet d’Addis-Abeba, la rencontre marque un tournant : l’Afrique ne se contente plus de commémorer son passé colonial - elle entend désormais le qualifier, le documenter et en exiger réparation.

Alger, capitale politique d’une justice historique africaine

Le choix de l’Algérie est tout sauf fortuit. Nation profondément marquée par la colonisation et dont la guerre d’indépendance demeure l’un des conflits anticoloniaux les plus meurtriers du XX^e siècle, Alger retrouve le rôle de « Mecque des révolutionnaires » qu’elle occupait dans les années 1960. En accueillant cette conférence, le pays s’affirme comme pivot diplomatique d’une Afrique en quête de reconnaissance, de réparation et d’un nouveau rapport de forces avec les anciennes puissances coloniales.

La Conférence ambitionne de dépasser le registre symbolique longtemps dominant dans le discours africain sur le colonialisme. Les débats, rassemblant ministres, juristes, historiens, experts caribéens et membres des diasporas, portent sur un chantier immense : codifier le colonialisme, l’esclavage, la ségrégation raciale et l’apartheid comme crimes contre l’humanité.

L’un des objectifs décisifs du rendez-vous d’Alger est de forger une position africaine unifiée face aux anciennes puissances coloniales - France, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Portugal, Espagne, Italie. Jusqu’ici, les démarches étaient dispersées, rendant les revendications africaines vulnérables à la diplomatie bilatérale, souvent asymétrique. La Conférence vise donc à harmoniser les approches juridiques, structurer un argumentaire continental sur la spoliation économique, culturelle et environnementale, créer un mécanisme africain permanent des réparations, définir une stratégie commune sur la restitution des œuvres d’art.

Les travaux doivent déboucher sur la Déclaration d’Alger, matrice continentale sur les crimes coloniaux. Le texte, soumis au sommet de l’UA en février 2026, pourrait devenir un référentiel pour la reconnaissance internationale des crimes coloniaux, la mise en place de dispositifs de réparation, l’ancrage du thème de la justice historique dans la diplomatie africaine.

En ouvrant ce chantier politique majeur, Alger offre à l’Afrique une plateforme pour transformer un passé subi en levier diplomatique, et un héritage douloureux en agenda continental structuré.

Noël Ndong



NOTE D’INFORMATION



Il est porté à la connaissance de tous les candidats ayant manifesté leur intérêt pour les différents postes publiés dans les Dépêches de Brazzaville (N°5133 du Vendredi 21 Novembre 2025) et à la Semaine Africaine (N°4309 du Vendredi 21 Novembre 2025) que la séance d’ouverture publique des dossiers de candidatures est prévue pour le Lundi 08 Décembre 2025, à 10 heures au Ministère de la Santé et de la Population. Ainsi, tous les candidats sont invités à prendre part à ladite séance.

Il s’agit des postes suivants :

- Coordonnateur du Projet ;
- Responsable Administratif, Financier et Comptable (RAFC) ;
- Spécialiste en Sauvegarde Sociale ;
- Comptable ;
- Spécialiste en Sauvegarde Environnementale ;
- Assistant Technique ;
- Spécialiste en Violences Basées sur le Genre.

Fait à Brazzaville, le 04 Décembre 2025.
Le Directeur de Cabinet du Ministre
de la Santé et de la Population

Professeur Donatien MOUKASSA.

MILIEU SCOLAIRE

Des élèves édifiés sur les violences et le bien être

Les élèves du Complexe scolaire Révolution-Gampo Olilou ont échangé le 2 décembre à Brazzaville sur les violences basées sur le genre en milieu scolaire avec les responsables de l'association Iminou que dirige Bel-ange Massouemé.

La discussion avait pour objectif de renforcer les connaissances des élèves sur les différentes formes de violences, leurs causes et leurs conséquences, tout en leur présentant les mécanismes de prévention, de signalement et de prise en charge.

L'événement s'inscrivait dans le cadre des actions menées par l'association Iminou pour renforcer la protection, l'inclusion et l'épanouissement des jeunes dans les établissements scolaires.

Le facilitateur Chadhy Nzi-la Kety a donné des enseignements sur les notions de genre, des typologies de violence et leurs conséquences psychologiques. Pour lui, les causes des violences en milieu scolaire sont profondes : le manque de respect pour le droit humain, l'abus du pouvoir, l'inégalité du genre, la discrimination systématique... Il a également ajouté que les éléments favorisant les violences en milieu scolaire sont notamment la déchéance

morale des enseignants, la pauvreté, les conflits, l'abus d'alcool ou encore le manque de sécurité dans les établissements.

Les élèves ont aussi bénéficié de séances pédagogiques sur la puberté, la santé menstruelle, la gestion du stress,

Seize jours de campagne d'activisme qui, selon le secrétaire exécutif, ne suffisent pas pour dénoncer les antivaleurs dans la société. « *L'école ne doit pas être un lieu de banditisme, de règlement de compte où certains élèves s'adonnent aux mauvaises*

laire ».

La présidente de l'association, Bel-ange Massouemé, a rappelé les statistiques de l'enquête menée sur les violences de genre en milieu scolaire au Congo réalisée par l'Unicef en 2009. Les résultats ont montré que plus de 73 % des

froideur statistique représentent des histoires humaines, celles d'enfants blessés, traumatisés parfois marginalisés mais aussi celles d'enseignants et de parents souvent impuissants face à la situation », a-t-elle déclaré en déplorant le manque d'information et de soutien face aux difficultés que rencontrent les jeunes filles, notamment le manque de l'estime de soi, le désespoir pendant la période des menstrues.

« *Nous devons briser le silence et offrir aux jeunes les connaissances et les outils pour prendre soin de leur corps, comprendre les changements de leur âge et faire des choix éclairés pour leur avenir* », a-t-elle déclaré.

Lydie Gisèle Oko

« **L'école ne doit pas être un lieu de banditisme, de règlement de compte où certains élèves s'adonnent aux mauvaises pratiques mais un lieu d'instruction sain** »

la santé de la reproduction et l'accès aux services adaptés aux jeunes avec un accent particulier sur la lutte contre les tabous et la discrimination. L'échange avec les élèves intervient après le lancement officiel de la campagne de 16 jours d'activisme par le secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse, Michrist Kaba Mboko, en présence des enseignants, encadreurs et représentants des institutions.

pratiques mais un lieu d'instruction sain », a-t-il rappelé avant d'assurer que « *les autorités et son institution travaillent aux côtés des autres institutions du pays pour lutter contre les anti-valeurs en milieu sco-*

élèves déclarent avoir subi des violences verbales ou psychologiques. Près d'un tiers ont été victimes de violences sexuelles et plus d'un élève sur dix a subi des violences en ligne.

« *Ces chiffres, derrière leur*

DISPARITION

Les AET ont rendu hommage à Ernest Lekana

La cérémonie d'ultime hommage au lieutenant-colonel à la retraite Ernest Lekana, président de l'Office national des anciens combattants (ONAC-VG), depuis 2024, ami de promotion de Marien Ngouabi et de Jacques Joachim Yombi Opango (promotion Sergent Krochant, 1953-1957 de l'Ecole indigène d'enfants de troupe en AEF-Cameroun, actuelle école militaire préparatoire général Leclerc, matricule 156), a eu lieu le 3 décembre, à la stèle de l'AET.

Ernest Lekana était le tout dernier vivant des fédérés de la promotion Sergent Krochant 1953-1957 de l'Ecole indigène d'enfants de troupe en AEF-Cameroun, actuelle Ecole militaire préparatoire général Leclerc, où il s'était lié d'amitié avec Marien Ngouabi et Jacques Joachim Yombi Opango.

Six temps forts ont marqué cette cérémonie militaire : le recueillement des AET par ordre d'ancienneté puis de la promotion Gerard Neddy Ndounga au sein de laquelle avait fait ses classes le colonel et AET Willy Lekana, fils du défunt. Ensuite, le recueillement de la promotion des Grands anciens qui regroupe désormais les 18 premières promotions de l'EMPGL conduite par l'aïeul de l'association, l'AET Felix Mouzabakani, matricule 47, promotion Sergent Malamine (194861952), 2e promotion de l'école, suivit des instances de l'association des AET du Congo et enfin du président de l'Association des anciens enfants de troupe (AET) du Congo, l'AET Rémy Ayayos Ikounga. Lisant l'oraison funèbre, le secrétaire général adjoint de l'association, l'AET Serge Eugène Ghoma-Boubanga de la promotion Gerard Neddy Ndounga, s'est souvenu des multiples expériences d'Ernest Lekana au cours de sa longue carrière militaire qui



Cérémonie de recueillement/Adiac

en « *disent long de sa longue vie et sont autant de leçons sur la patience, la détermination et la résilience nécessaires pour avancer dans la tempête et se frayer son propre chemin, en dépit du regard inquisiteur des autres* ».

« *Son passage à la gendarmerie nationale congolaise qui a débuté par un stage des sous-officiers à l'Ecole de gendarmerie en juin 1953, fait de lui l'un des pionniers de ce grand corps dans notre pays* », a-t-il observé.

De sa carrière militaire sous le matricule 156 on retient que le lieutenant-colonel Ernest Lekana, après de brillantes études primaires à Owando, est reçu au concours d'entrée à l'EMPGL où il effectue son cycle secondaire entre 1953 et 1957. De retour au pays, il sera affecté notamment dans le groupement d'intervention à Fort-Lamy au Tchad le 31 juillet 1953. Il sera nommé aux différents grades suivants

: sous-lieutenant, le 1er août 1975, lieutenant le 1er octobre 1977, capitaine le 1er avril 1981, commandant le 1er janvier 1986, lieutenant-colonel le 1er avril 1991.

Ce sont ces mêmes valeurs de travail et d'excellence, de probité et d'intégrité qui lui ont valu à un âge avancé d'être à nouveau sollicité pour de hautes responsabilités administratives. Il a ainsi été nommé l'année dernière directeur de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre, fonction qu'il assumait encore au moment où il nous quitte.

A noter qu'un hommage de la nation a précédé cette cérémonie au foyer des anciens combattants de Baongo, sous le patronage du chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoi.

Guillaume Ondze

CONGO/GUINÉE-BISSAU

L'ex-président Embalo a quitté Brazzaville le 3 décembre

Quelques jours après son arrivée à Brazzaville, le 29 novembre, en provenance de Dakar, au Sénégal, Umaro Sissoco Embalo a quitté la capitale congolaise, mercredi soir, pour Rabat au Maroc.

Au lendemain de la présidentielle du 23 novembre et de la revendication de la victoire par le président sortant avant la proclamation officielle des résultats, les militaires décidaient de prendre le pouvoir le 26 novembre à la quasi surprise générale. Ce putsch mené par des officiers proches du chef de l'Etat a été diversement interprété.

Dakar, Brazzaville, puis Rabat, trois destinations en quelques jours qui font penser que Umaro Cissoco Embalo ne retournera certainement pas de sitôt dans son pays quand bien même l'Union africaine et la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique se l'Ouest) pressent, sans succès pour l'instant, l'armée d'acter le retour à l'ordre constitutionnel.

Pour ce qui est de son passage à Brazzaville, à quatre mois de l'élection présidentielle au Congo, la présence prolongée d'un ancien chef d'Etat parti du pouvoir dans les conditions décrites plus haut est-elle peut-être apparue un peu délicate à gérer.

Les Dépêches de Brazzaville

GASTRONOMIE

La cuisine italienne célébrée au Congo

L'ambassade d'Italie en République du Congo a célébré sa cuisine à travers une édition spéciale portée sur le thème : « La cuisine italienne entre santé, culture et innovation ». La cérémonie a été placée sous les auspices de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs, Marie-France Lydie Pongault, marraine de cette édition.

Dans son mot de bienvenue, l'ambassadeur d'Italie au Congo, Enrico Nunziata, a remercié les ministres Rosalie Matondo, de l'Économie forestière, Jacqueline Lydia Mikolo, des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, et Bélinda Ayessa, ainsi que les diplomates qui lui ont fait l'honneur de prendre part à cette cérémonie culinaire. Car cela, témoigne de la profonde harmonie culturelle entre l'Italie et la République du Congo.

L'ambassadeur Enrico Nunziata, a fait savoir à ses hôtes que la semaine de la cuisine italienne dans le monde est promue par le ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de la souveraineté alimentaire et des (Masaf), l'ICE-Agence pour la promotion à l'étranger et l'internationalisation des entreprises italiennes, les chambres de commerce italiennes à l'étranger, et l'ensemble du réseau diplomatique et culturel italien dans le monde. Il s'agit d'une grande initiative systémique, qui unit plus d'une centaine de pays pour diffuser la connaissance de la cuisine italienne en tant qu'expression de la culture, de la santé et de l'innovation, et pour promouvoir le dialogue gastronomique entre les peuples amis. « Pour comprendre la force de la cuisine italienne, il faut remonter à ses racines : le régime méditerranéen, reconnu par l'Unesco comme patrimoine immatériel de l'humanité. C'est plus qu'un modèle alimentaire : c'est un art de vivre, basé sur l'équilibre, la convivialité et la durabilité environnementale. Aujourd'hui, la cuisine italienne dans son ensemble est également candidate à l'inscription sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco : une reconnaissance qui célèbre non seulement le goût, mais aussi la valeur éducative, sociale et identitaire de la nourriture », a déclaré le diplomate italien.

Avant d'ajouter que dans cette dixième édition, ils célèbrent une rencontre spéciale : « L'Italie et le Congo sur la table - culture, santé et innovation ». Les deux cuisines ont en commun l'amour des saveurs authentiques, l'utilisation créative des matières premières locales et la centralité de la convivialité. « La semaine de la cuisine italienne dans le monde ne veut pas être seule-



La ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des loisirs prononçant son mot lors de la soirée gastronomique de la cuisine italienne à Brazzaville/Adiac

ment un événement gastronomique : c'est un projet de diplomatie culturelle, un acte d'amitié et de coopération entre les peuples. A une époque qui va vite, la cuisine nous apprend à ralentir, à respecter le temps, la nature et les hommes... Aujourd'hui, nous célébrons l'Italie et le Congo sur la table, entre culture, santé et innovation, mais nous célébrons surtout... la beauté du partage », a conclu le diplomate italien.

Marraine de l'édition, la ministre congolaise de l'industrie culturelle, artistique, touristique et des loisirs, a reconnu que l'Italie a depuis longtemps fait de cette relation entre le goût, la santé, la culture et l'innovation un véritable art de vivre. Et c'est cet art qu'ils honorent, en l'associant au génie des saveurs congolaises. « Nos propres traditions culinaires, marquées par la générosité des produits du fleuve, par les parfums des forêts et par la transmission familiale, répondent à la cuisine italienne comme deux rives qui se reconnaissent. Ensemble, elles révèlent que la gastronomie est un pont, un lieu de rencontre, un espace de création... En célébrant la cuisine italienne à Brazzaville, nous faisons plus qu'honorer une tradition étrangère : nous renforçons une coopération solide, féconde, fondée sur le respect, le savoir et le plaisir de créer ensemble », a déclaré la ministre Marie-France Lydie Pongault.

Une distinction de l'Ordre de l'Étoile d'Italie pour Franco Villarecci

En remettant la distinction de chevalier de l'Ordre de l'Étoile d'Italie, à Franco Villarecci, au nom du Président de la République italienne, l'ambassadeur d'Italie, Enrico Nunziata, a signi-

fié que l'Ordre de l'Étoile d'Italie, est l'une des plus hautes distinctions décernées par le Président de la République, sur proposition du ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale. Il est réservé aux citoyens italiens qui se sont distingués à l'étranger de manière exemplaire dans le domaine des affaires, de la culture, de la science ou de la société civile, ainsi qu'aux citoyens étrangers qui ont contribué de manière significative au renforcement des amitiés et de la coopération entre les pays respectifs et l'Italie. « C'est dans cet esprit que nous nous réunissons aujourd'hui pour rendre hommage à Franco Villarecci, entrepreneur italien et citoyen du monde, mais surtout un homme qui a fait de la République du Congo sa deuxième patrie et du lien entre l'Italie et le Congo une mission de vie », dit-il. Indiquant qu'« en vous conférant aujourd'hui l'Ordre de l'Étoile d'Italie, nous célébrons non seulement vos succès, mais aussi votre loyauté, votre humanité et la lumière que vous avez su apporter à la relation entre l'Italie et la République du Congo. Grâce à vous, à votre famille, à vos collaborateurs et partenaires, ce lien est devenu plus fort, plus vivant, plus porteur d'avenir », a indiqué le diplomate italien.

Notons que Franco Villarecci est l'un des compatriotes les plus anciens résidant en République du Congo, dont il est un connaisseur profond des dynamiques politiques et économiques, qui, avec sa famille profondément enracinée, représente un point de référence dans son secteur non seulement pour une partie de la communauté italienne mais aussi pour les plus hauts niveaux des autorités locales. Pointe-Noire abrite la 10ème édition de

la cuisine italienne

La dixième édition de la cuisine italienne a été organisée également à Pointe-Noire; capitale économique du Congo sur le thème « La cuisine italienne entre culture, santé et innovation ». L'événement a été placé sous les auspices de la ministre Marie-France Lydie Pongault, par l'ambassade d'Italie sous le patronage de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des loisirs, Marie-France Lydie Pongault, en présence de l'ambassadeur d'Italie en République du Congo, Enrico Nunziata. En effet, en vue de marquer la présente édition, quelques activités ont été retenues, notamment, la conférence de presse animée par Enrico Nunziata, ambassadeur d'Italie au Congo, un forum, sous le thème, « L'Italie et le Congo à table : entre culture, santé et innovation » et une soirée gastronomique.

Dégageant l'importance du thème de l'édition de cette année, Enrico Nunziata a signifié que ce thème reflète trois valeurs essentielles de la tradition culinaire italienne, à savoir, l'équilibre et le bien-être du régime méditerranéen ; la richesse culturelle d'un héritage aujourd'hui candidat au patrimoine immatériel de l'Unesco et l'innovation durable qui caractérise l'agroalimentaire italien contemporain.

Selon l'ambassadeur, la semaine de la cuisine italienne dans le monde, n'est pas seulement un événement gastronomique, c'est un voyage culturel, une rencontre entre les traditions, et surtout un dialogue entre des personnes qui parlent la même langue, la langue du goût. La force de la cuisine italienne, peut se résumer en trois aspects importants : la santé, la culture, et le plaisir. « Privilégiez les pro-

duits locaux, de saison, du kilomètre zéro. Ils sont meilleurs, plus sains et plus réels. Une tomate cueillie près de chez soi a plus de valeur et plus de saveur qu'une tomate qui a parcouru des milliers de kilomètres. Il existe un lien profond entre la cuisine italienne et congolaise : l'amour des vrais produits, de la convivialité et de la générosité. En Italie, on dit : on ne se lasse pas à table, parce que partager un repas est un acte d'amitié. Et même au Congo, lorsque nous nous asseyons ensemble, la nourriture devient un moment de joie collective », a-t-il déclaré.

Pour sa part, remerciant l'ambassade d'Italie, la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des loisirs, a rappelé que la cuisine italienne, reconnue pour son équilibre et son enracinement territorial, dialogue aujourd'hui avec les traditions culinaires congolaises, riches, vivantes et profondément ancrées dans les pratiques quotidiennes des congolais. « Cette démarche rejoint les orientations portées par le président de la république qui considère la culture et le tourisme comme des piliers de diversification économique et de rayonnement international. Dans un contexte mondial où la qualité alimentaire et les modes de vie sains deviennent des priorités, ce dialogue entre nos deux pays ouvre des perspectives nouvelles pour la formation des jeunes, le secteur hôtelier et touristique, la valorisation des produits locaux et de futurs partenariats entre institutions culturelles, établissements culinaires et acteurs de la santé » a-t-elle déclaré.

Le clou de ces retrouvailles a été marqué par une soirée gastronomique au Club pétrolier. Une soirée qui a permis aux invités de découvrir divers principaux plats italiens comme Paccheri à la genovese ; Pennes à l'amatriciana ; Espadon à la méditerranéenne ; Bœuf braisé au poivre vert ; Caponata sicilienne ; Purée de pomme de terre ; la bruschette assorties, petits calzones frits farcis (sorrentina, jambon et mozzarella), petites montanare avec parmesan et tomate, mortadelle et mozzarella ; salade de fruits de mer avec petits légumes croquants ; aubergines à la parmigiana ; assortiment de chacuterias et fromages italiens (allumette de bresaola avec burrata des pouilles et pistache de Bronte).

CONGO-BAD

De bonnes perspectives en matière de développement local

Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondélé, et le directeur général adjoint de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Afrique centrale, Mohamed Chérif, ont évoqué le 2 décembre à Brazzaville des possibilités de collaboration et de financements.

Egalement directeur pays pour la République démocratique du Congo de la BAD, Mohamed Chérif et le ministre Juste Désiré Mondélé ont, entre autres, passé en revue les grands axes de la coopération existant entre cette institution et la République du Congo. « *Je pense que Monsieur le ministre a bien mentionné que son département s'occupe de l'assainissement, du développement local et de l'entretien routier. Ce sont des secteurs extrêmement importants pour la population pour le pays. Nous avons parlé des possibilités de collaboration et de financements par la banque, nous avons également passé en revue certaines activités qui sont déjà en cours sur lesquelles nous avons promis de retourner à la BAD pour voir comment nous pourrions*

accélérer leur traitement », a expliqué le directeur général adjoint de la BAD pour l'Afrique centrale.

Les deux personnalités ont également évoqué les possibilités de renforcer leur coopération et d'identifier d'autres activités sur lesquelles la BAD pourrait apporter son soutien. « *Il est important aussi de mentionner que Monsieur le ministre a une grande ambition sur un certain nombre d'études de renforcement des capacités, non seulement pour son personnel, mais également pour renforcer les méthodes de travail ainsi*

« Il est important aussi de mentionner que Monsieur le ministre a une grande ambition sur un certain nombre d'études de renforcement des capacités, non seulement pour son personnel, mais également pour renforcer les méthodes de travail ainsi qu'améliorer l'efficacité dont il a vraiment à cœur. Nous avons parlé de tous ces éléments et nous sortons très satisfait de cet entretien »

Les deux parties pendant les échanges/DR

qu'améliorer l'efficacité dont il a vraiment à cœur. Nous avons parlé de tous ces éléments et nous sortons très satisfait de cet entretien », a conclu le Mauritanien Mohamed Chérif.

Parfait Douniama



PARTENARIAT

Les Etats-Unis veulent accroître la présence des entreprises américaines

La chargée d'Affaires de l'ambassade des Etats-Unis en République du Congo, Amanda Jacobsen, a annoncé le 3 décembre, au cours d'une réception de fin d'année célébrant le partenariat entre Washington et Brazzaville, trois piliers sur lesquels son équipe et elle-même vont travailler en 2026.

« *Pour 2026, les Etats renforceront leur collaboration sur trois piliers essentiels. Il s'agit avant tout du partenariat ; le renforcement de la paix pour la stabilité régionale en vue de protéger les communautés et créer l'environnement nécessaire à l'investissement, à l'éducation et à la croissance* », a annoncé la chargée d'affaires. S'agissant du troisième pilier, Amanda Jacobsen a indiqué qu'il repose sur une prospérité inclusive, durable et fondée sur des nouvelles opportunités, notamment en matière d'échanges commerciaux, d'entrepreneuriat et d'innovation. L'objectif, a-t-elle souligné, est d'étudier les possibilités d'accroître la présence des entreprises américaines au Congo. Dans le même ordre d'idée, Washington souhaite étendre les intérêts commerciaux et les investissements américains afin de soutenir l'entrepreneuriat et d'explorer de nouvelles opportunités dans les domaines de l'énergie, des transports, des technologies numériques, du tourisme, de l'éducation et



La chargée d'affaires prononçant son discours/DR

du développement de la main-d'œuvre. Le but étant de développer davantage les relations commerciales entre les Etats-Unis et le Congo pour créer des emplois. En vue de créer une dynamique pour l'avenir, les Etats-Unis s'engagent à renforcer la collaboration avec les institutions gouvernementales, la société civile, les jeunes, les leaders culturels et le secteur privé. Aussi, approfondir la coopération en matière

de sécurité, de stabilité régionale et de lutte contre la traite des êtres humains figure au nombre des actions envisagées. « *Nous sommes convaincus que le Congo peut continuer à être un pilier de stabilité en Afrique centrale. C'est dans le domaine de la prospérité que nous voyons le plus grand potentiel pour les années à venir* », a réitéré la diplomate américaine.

Au cours de cette année, l'am-

bassade des Etats-Unis, travaillant main dans la main avec ses homologues congolais, a réalisé des progrès significatifs dans tous les domaines de coopération. En collaboration avec les autorités congolaises, elle a coordonné l'évacuation complète de plus de 250 employés de l'ambassade américaine à Kinshasa, de leurs familles et de nombreux ressortissants américains privés.

Renforcer la coopération en matière de sécurité migratoire

Dans la perspective de trouver une issue de sortie à la mesure du président Donald Trump interdisant la délivrance des visas d'entrée aux Etats-Unis, Amanda Jacobsen a salué la déclaration du gouvernement congolais de juillet 2025 exhortant les citoyens congolais à se conformer aux lois américaines en matière d'immigration. « *La suspension des visas pour les citoyens de la République du Congo, ainsi que pour 18 autres pays, s'inscrit dans le cadre d'une politique plus*

large visant à protéger les Etats-Unis contre l'immigration illégale et à garantir le respect des lois sur l'immigration », a-t-elle fait savoir.

Elle a rappelé que, selon les données du département américain de la Sécurité intérieure, en 2023, près d'un Congolais sur trois ayant voyagé aux Etats-Unis pour le tourisme, les affaires ou les études ne respectait pas les règles américaines en matière d'immigration. « *Nous continuerons à donner la priorité à notre collaboration avec le gouvernement de la République du Congo sur cette question importante* », a déclaré la diplomate.

Selon elle, le groupe de travail conjoint sur la sécurité migratoire a réuni la semaine dernière des représentants de l'ambassade des Etats-Unis et des autorités congolaises afin de renforcer la coopération en matière de sécurité migratoire, en mettant l'accent sur l'amélioration de la communication et de la formation afin de renforcer la sécurité aux frontières et de lutter contre l'immigration clandestine.

Guy-Gervais Kitina

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

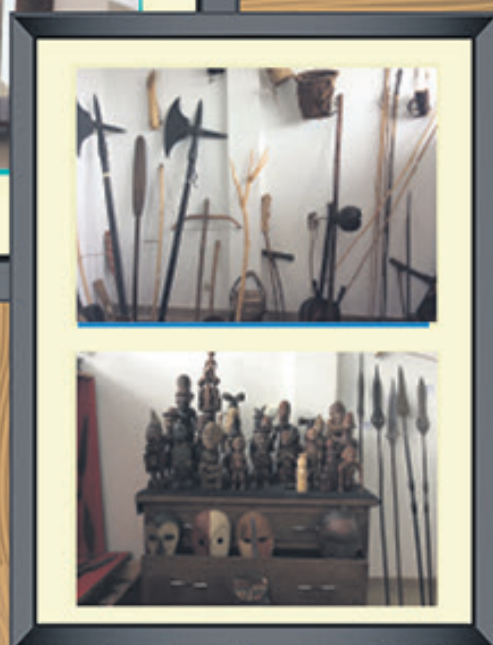
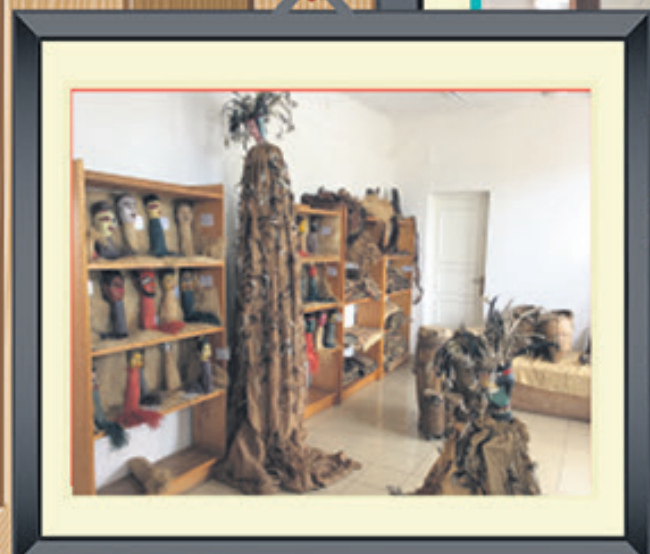
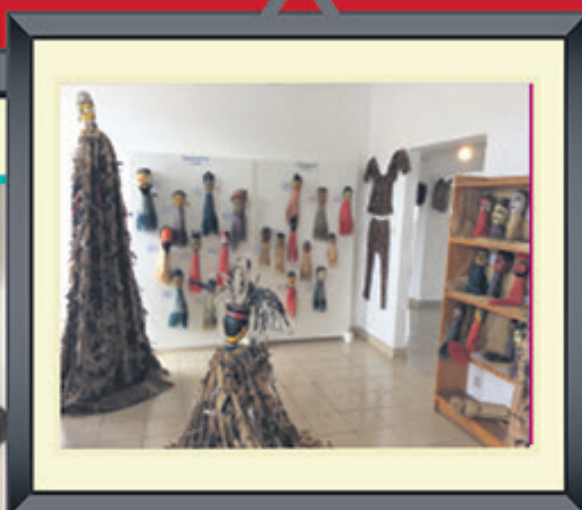
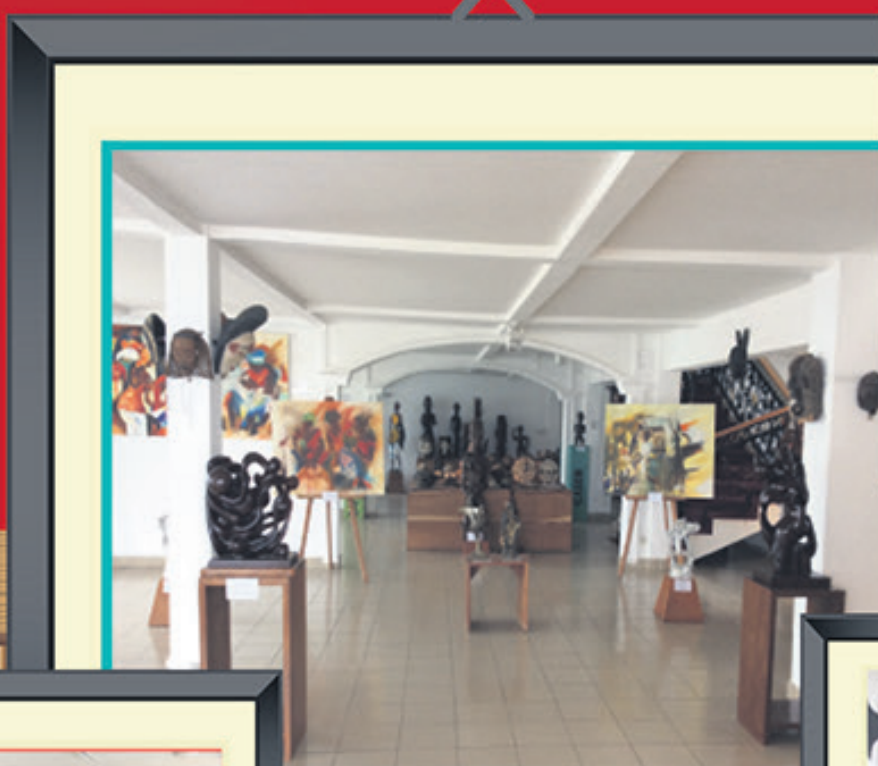
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

WASHINGTON SOUS TENSION

Un accord de paix annoncé entre la RDC et le Rwanda

À Washington, l’annonce d’un « accord historique de paix » entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda crée autant d’espoir que de scepticisme.

Les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame sont attendus jeudi 4 décembre à la Maison-Blanche où ils seront reçus par le président américain Donald Trump pour signer le document négocié depuis juin. La porte-parole de l’exécutif américain, Karoline Leavitt, parle d’une « étape majeure » d’un processus diplomatique lancé il y a près de deux ans. L’événement doit également entériner le cadre d’intégration économique adopté début novembre en présence de dirigeants régionaux tels que le Burundais Évariste Ndayishimiye et le Kényan William Ruto. Washington cherche à stabiliser une région stratégique pour les chaînes

d’approvisionnement occidentales en cobalt, cuivre, lithium, tantale et or. Les États-Unis se disent prêts à soutenir des investissements de plusieurs milliards de dollars si les engagements sont respectés.

Des divergences profondes masquées par le calendrier diplomatique

Malgré l’emballage diplomatique américain, les obstacles restent considérables. Aucun progrès tangible n’a été observé sur le désarmement des FDLR — rebelles hutus rwandais présents en RDC depuis 1994 —, ni sur le retrait des forces rwandaises que Kinshasa accuse de soutenir acti-

vement l’AFC/M23. À Kigali, Paul Kagame affirme que « *es blocages ne viennent pas du Rwanda* » et accuse Kinshasa d’avoir renié des points validés lors des discussions de l’été. Kigali reproche également au président Tshisekedi d’ajouter « des conditions nouvelles » et d’adopter une posture fluctuante. Kinshasa rejette fermement cette lecture. Vendredi en Serbie, Félix Tshisekedi a réaffirmé son attachement au « respect de la souveraineté nationale » et au « rétablissement de la confiance ». Sa porte-parole Tina Salama a confirmé sa participation à Washington tout en rappelant que la signature n’a de sens que si le Rwan-

da retire ses troupes.

Sur le terrain : statu quo militaire, incertitude politique

Alors que la diplomatie s’active, le terrain reste verrouillé. Le M23 contrôle toujours Goma, Bukavu et plusieurs axes stratégiques du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Kigali continue de nier tout soutien au mouvement, malgré un rapport de l’ONU publié en juillet évoquant un « commandement et contrôle » rwandais sur la rébellion. La médiation parallèle menée au Qatar n’a apporté que des résultats fragiles. Sur les huit axes convenus mi-novembre entre Kinshasa et le

M23, seuls deux ont été partiellement mis en œuvre. Les points les plus sensibles - libération de prisonniers, mécanismes de surveillance du cessez-le-feu, accès humanitaire, justice transitionnelle, restauration de l’autorité de l’État - restent au point mort.

Un accord sous haute tension L’accord de Washington est présenté comme un tournant. Mais sans évolution sur le terrain, il risque d’être un texte symbolique de plus. Les États-Unis espèrent un compromis durable. Les acteurs régionaux prient pour une désescalade. Les Congolais, eux, attendent des actes plutôt que des signatures.

Noël Ndong

Des albinos sensibilisés à l’entrepreneuriat

Cette journée a permis à l’ONG des albinos de la République démocratique du Congo et à ses partenaires d’attirer l’attention sur leurs potentialités, tout en appelant à marquer positivement la société.

L’ONG des albinos de la République démocratique du Congo, la Fondation Mwimba Texas (FMT) a organisé, le 28 novembre 2025 dans la salle de conférence du Centre de rééducation pour handicapés physiques, dans la commune de la Combe, une journée de sensibilisation de ses membres sur l’entrepreneuriat et l’autonomisation des femmes atteintes d’albinisme sous le thème : « albinos, fière et autonome ». Devant près de 200 personnes affectées d’albinisme dont la majorité des jeunes filles, le président de la FMT, Glody Mwimba, a rappelé que l’albinisme, bien qu’étant un handicap, peut être exploité par les personnes vivant avec comme un atout. « Vous êtes des personnes humaines, avec toutes les capacités que possèdent des personnes ayant de la mélanine, qui différencie les couleurs de nos peaux, de nos cheveux ou de nos yeux. Mais, vous pouvez exploiter votre état comme un atout lorsque vous mettez en pratique toutes vos valeurs en tant qu’être humain. Parce que si vous excellez dans votre domaine, la couleur de votre peau sera comme une plus-value », a expliqué Glody Mwimba. Le président de la FMT a insisté sur la mise en pratique des différentes formations qui ont été dispensées aux membres

en lien avec ses partenaires. « Vous avez bénéficié, avec le soutien de la Fondation Vodacom, d’une formation de fabrication de produits cosmétiques pour les peaux sensibles. Aujourd’hui, peu seulement d’entre les personnes formées continuent à fabriquer des savons et des huiles tel que cela vous a été enseigné, alors que vous avez besoin d’être autonome. C’est pourquoi nous continuons, avec nos partenaires dont Cuso international, Vodacom, Iyaf international, Asbl La Naomi, Sauvons la femme, Praufec, à vous donner des formations et à vous coacher dans ce sens. Mais, le plus important est que tous ces connaissances acquises soient mises en pratique », a insisté Glody Mwimba.

Des appels et encouragements des partenaires

Lors de cette journée, les quatre autres intervenants ont insisté sur l’autonomisation des personnes albinos. Dans cet exercice, Clarisse Mayemba de la FMT, Marie Emma de Praufec et Raïcha Wembo de Sauvons la femme ainsi que Ness Lutete, coordonnateur de l’Asbl La Naomi, ont relevé les atouts que possèdent les albinos tout en leur rappelant que cette fragilité devait être une motivation pour marquer positivement la société dans la-

quelle ils vivent. Ces intervenants ont évoqué plusieurs notions, en s’appuyant sur ce que fait la FMT et leurs organisations respectives, en vue de faire comprendre à l’assistance qu’elle a intérêt à marquer positivement la société notamment dans le domaine de l’entrepreneuriat, et à être autonome. Dans le cadre du partage d’expériences, Josué qui a suivi la formation en cosmétique a exhorté l’assistance à suivre son exemple, en mettant à profit les connaissances acquises lors de ces formations. Il a également exposé des savons et des huiles produits par sa petite entreprise et qui fait aujourd’hui de lui une personne autonome et épanouie. Edith Matondo a, quant-à-elle, partagé son expérience acquise avec Cuso international dont la formation et le coaching ont fait d’elle une entrepreneuse à part entière. Parmi les personnes albinos qui marquent positivement la société, le président de la FMT a présenté Fortuné Fwasa, journaliste et fils du célèbre journaliste sportif feu Faustin Fwasa Tombisa. Dans les perspectives, Ness Lutete de l’Asbl La Naomi a proposé à la FMT et à d’autres partenaires d’organiser d’autres rencontres qui se focaliseront sur le coaching et la pratique dans le cadre de l’entrepreneuriat.

Lucien Dianzenza

NORD-UBANGI

L’Olpa proteste contre l’agression d’un journaliste à Gbadolite

L’ONG de défense et de promotion de la liberté de la presse basée à Kinshasa appelle les autorités de cette partie de la République démocratique du Congo à diligenter une enquête sérieuse afin d’identifier les auteurs de ce forfait pour qu’ils répondent de leurs actes conformément à la loi.

Dans une correspondance adressée le 2 décembre au commissaire provincial de la Police nationale congolaise (PNC/ Nord-Ubangi), l’organisation non gouvernementale de défense et de promotion de la liberté de la presse basée à Kinshasa, l’Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa)? a protesté contre l’agression de Caroline Ndobu, journaliste et directrice provinciale de la Radio télévision nationale congolaise (RTNC) basée à Gbadolite (Nord-Ubangi), par un groupe des jeunes déchaînés. L’organisation, qui a fermement condamné cette agression contre une journaliste en plein exercice de sa profession et déploré l’inaction des services de l’ordre, déclare qu’il s’agit d’une atteinte grave au droit d’informer et d’être informé garanti par la loi congolaise ainsi que par les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l’homme. Elle a appelé à une enquête et à des sanctions contre les auteurs de cet acte. « L’OLPA vous prie de bien vouloir diligenter une enquête sérieuse afin d’identifier les auteurs de ce forfait pour qu’ils répondent de leurs actes conformément à la loi », a déclaré l’ONG. La journaliste Ndobu a été prise à partie, le 29 novembre 2025, dans la cité aéroportuaire de Moanda, à 5 km du centre ville de Gbadolite, par un groupe de jeunes alors qu’elle effectuait un reportage après de vives tensions consécutives à un accident tragique ayant causé la mort notamment d’une fillette de 5 ans. Ces jeunes en colère, a précisé l’organisation, s’en sont violemment pris à la journaliste qui s’en est sortie avec des lésions corporelles. « Ses effets personnels (poste récepteur, montre et une somme de 300 000 francs congolais) ont été emportés. Elle a eu la vie sauve grâce à l’intervention d’un autre groupe des jeunes qui, l’ayant reconnue, l’ont conduite aux cliniques universitaires de Gbadolite pour des soins appropriés », a indiqué l’Olpa.

L.D.



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'INSCRIPTION DANS LA BASE DE DONNEES DES FOURNISSEURS ET PRESTATAIRES AGREES

Fondation Odzala-Kokoua-Lossi

Référence : AMI/PNOKL/2025/11/001 Date de publication : 17 novembre 2025

Date limite de dépôt : 20 décembre 2025 à 17h30 Durée de validité : 24 mois renouvelables

1. Présentation de la structure

African Parks est une organisation de conservation à but non lucratif qui assure la gestion à long terme des aires protégées, en partenariat avec les gouvernements et les communautés locales. African Parks gère 23 aires protégées dans 13 pays, couvrant plus de 20 millions d'hectares en Angola, au Bénin, en République centrafricaine, au Tchad, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, en République du Congo, au Soudan du Sud, au Rwanda, en Zambie et au Zimbabwe.

L'organisation a été fondée en 2000 en réponse au déclin dramatique des aires protégées dû à une mauvaise gestion et à un manque de financement. African Parks adopte une approche commerciale claire pour préserver la faune et les espaces sauvages restants en Afrique, sécuriser de vastes paysages et mener les activités nécessaires à la protection des parcs et de leur faune. African Parks met l'accent sur le développement économique et la réduction de la pauvreté des communautés environnantes afin de garantir la durabilité écologique, sociale et financière de chaque parc à long terme. L'objectif est de gérer 30 parcs d'ici 2030.

En 2010, African Parks a conclu un accord de gestion de 25 ans avec le ministère de l'Économie forestière, du Développement durable et de l'Environnement de la République du Congo afin de préserver ce paysage d'im-

portance mondiale. Après dix ans de partenariat et reconnaissant la valeur écologique et socio-politique d'Odzala-Kokoua, le gouvernement a renouvelé l'accord de gestion d'African Parks en 2020, renforçant ainsi le partenariat et intégrant le sanctuaire des gorilles de Lossi. Lossi, une zone de 35 km située au sud-ouest d'Odzala-Kokoua, contribue à d'importants corridors fauniques dans la région.

OKLF Board: Jean-Bosco Nganongo (Chairman), Raymond Mbitikon, Baudouin Michel, Roger Mbete, Franz Swanepoel, Jean-Pierre Nguende Ngono, Gilbert Elossasse, Roger Fidèle Ngounga

Cadre juridique et réglementaire

Le présent appel à manifestation d'intérêt est lancé conformément à :

La loi congolaise sur la passation des marchés publics, principalement le décret-loi n° 010/2023 du 15 avril 2023, régit l'attribution des contrats de travaux, de fournitures ou de services. Elle établit des principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement et de transparence, et définit des procédures (appel d'offres, gré à gré), des seuils de compétence pour l'approbation et des mécanismes de contrôle et de sanction pour les infractions. Procédures de sollicitation de prix

2. Contexte et justification

Dans le cadre de l'exécution de son budget pluriannuel et pour optimiser ses procédures d'approvisionnement, La Fondation Odzala Kokoua-Lossi lance une sollicitation à manifestations d'intérêt en vue d'actualiser et élargir sa base de données de prestataires et fournisseurs potentiels qualifiés (personnes physiques et

morales).

Démarche vise à :

- Améliorer la qualité des prestations et fournitures
- Optimiser les coûts d'acquisition
- Réduire les délais de passation des marchés et
- Assurer une concurrence loyale et transparente

Pour toutes informations concernant l'Avis de Manifestation d'Intérêt, prière de vous diriger vers les adresses ci-dessous ou encore cliquez sur le lien.

FOKL_APPEL A MANIFESTATION D'INTERET FOUNISSEURS.pdf

• BRAZZAVILLE

188 bis avenue Cardinal Emile Biayenda, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo Tel: +242 05 615 30 18 ; Email : pnokl@africanparks.org

• MBOMO

Au quartier général du parc Tél. : +242 05 615 30 18

• OUESSO

Avenue de l'aéroport à côté de la Clinique Securex Tél. : +242 +242 05 615 30

NB : Dernier délai de réception des dossiers est fixé au plus tard le 20 décembre 2025 à 17H30 minutes

Fait à Brazzaville, 03 décembre 2025

Jean-Yves



Appel d'offres régional ouvert n°163/BEAC/DGE-DSI/AORO/Bien/2025 pour l'acquisition et l'installation de serveurs d'applications et licences VMWare

Dans le cadre du vaste chantier de modernisation du dispositif budgétaire et de contrôle de gestion, la Banque des États de l'Afrique Centrale envisage, l'acquisition et l'installation de serveurs d'applications et licences VMWare. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises domiciliées en zone CEMAC, qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°05/24/CEMAC/UMAC/CM portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré dans toutes les Directions Nationales de la BEAC et aux Services Centraux de Yaoundé à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation – DGAM, 14ème étage, porte 1412
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
60 40 23 222 (+237); 30 40 23 222 (+237): postes 5452, 5431, 5402, 5403 ou 5404
29 33 23 222 (+237):
@ : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs

CFA. Le paiement devra être effectué exclusivement par virement bancaire en faveur des Services Centraux de la BEAC.

Virement zone CEMAC :

RIB Services Centraux : 91001 00090 20000009901 07

Objet : frais de soumission sélection n°{à renseigner par le soumissionnaire}

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) FCFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 15 janvier 2026 à 12 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15ème étage, porte 15.01
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en une phase le jeudi 15 janvier 2026 à 13 heures aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaitent assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le

Le Responsable,

LANGUE ALLEMANDE

Trois enseignants congolais formés à Goethe-institut Kamerun de Yaoundé

Harmelin Ropha Prince Baleketa, Jordy Gurvitch Bola et Monik-François Tsounga-Mayela, sont les trois Congolais qui ont bénéficié d'une formation de l'enseignement de la langue allemande en République du Congo, suite à la signature du mémorandum d'entente signé le 22 septembre 2021, entre le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation (MEPSA), l'ambassade d'Allemagne en République du Congo et le Goethe-Institut Kamerun.

La cérémonie de clôture s'est déroulée fin novembre en présence du représentant du MEPSA, Pama Ndouma, de la représentante de l'ambassade d'Allemagne en République du Congo, Vera Clemens, de la directrice adjointe du Goethe-Institut Kamerun, Ilka Seltemann, ainsi que du directeur de l'Institut national de recherche et d'action pédagogique, Armand Jean Blaise Loumouamou.

Pendant trois années, les boursiers ont séjourné au Cameroun, où ils ont pris part à une formation pédagogique au sein de l'École normale supérieure de Yaoundé, complétée d'une année d'études à l'université de Yaoundé I en troisième année de licence. Ils ont suivi simultanément des cours de langue allemande au Goethe-Institut Kamerun jusqu'au niveau C1, participé au programme de formation aux standards internationaux « Deutsch lehren lernen » (apprendre à enseigner l'allemand), et passés trois séances de stage pratique dans les établissements secondaires au Cameroun et au Goethe-Institut Kamerun, tout en participant à une formation continue à Dresde en Allemagne sur le thème de « l'apprentissage interculturel ». Le point d'orgue de la cérémonie de clôture a été la remise officielle des parchemins aux



Les désormais enseignants congolais de la langue allemande posant avec les officiels/DR

trois lauréats. La représentante de l'ambassade d'Allemagne en République du Congo, Vera Clemens, a salué les efforts fournis par chaque lauréat. « *Nous célébrons non seulement la réussite de votre bourse, mais le parcours que chacun d'entre vous a entrepris avec dévouement, persévérance et curiosité. Cette réussite est bien plus qu'une simple formalité, elle témoigne de votre passion, de votre ténacité et de votre volonté de progresser* », a-t-elle déclaré.

Former des enseignants qualifiés et dévoués

Une séquence vidéo retraçant leurs trois années de formation au Cameroun a été projetée au cours de cette cérémonie. Une projection qui a montré le défi de taille que représentait ce projet, tant pour les organisateurs, que pour les boursiers eux-mêmes, à l'image de la recommandation que Mme Seltemann a fait aux lauréats. « *J'espère que vous pourrez enrichir l'enseignement*

de l'allemand ici, dans votre pays d'origine, en tant qu'enseignants hautement qualifiés. Vous avez développé une grande passion pour l'enseignement de la langue allemande, transmettez cet enthousiasme aux jeunes apprenants. Vous avez vous-mêmes fait l'expérience que les efforts et la persévérance dans le processus d'apprentissage finissent par porter leurs fruits. N'oubliez pas l'apprentissage peut et doit être un plaisir », a souligné Mme Seltemann

Harmelin Ropha Prince Baleketa, Jordy Gurvitch Bola et Monik-François Tsounga-Mayela, dotés de toutes les compétences nécessaires, sont maintenant prêts à prendre leur envol dans leur carrière respective, en exerçant comme enseignants de langue allemande dans les différents lycées de la ville de Brazzaville.

Le Goethe-Institut Kamerun, à travers son département de la coopération linguistique, reste disposé à les soutenir dans cette carrière en apportant son appui pédagogique. « *Nous affirmons avec conviction que nous sommes prêts à assumer nos responsabilités, prêts à former, à inspirer, à contribuer à l'élévation du niveau éducatif de notre pays. Nous nous engageons à promouvoir un enseignement de qualité, fidèle aux valeurs que nous avons reçues : sérieux, constance, intégrité* », s'est exprimé Jordy Gurvitch Bola, lauréat du projet de formation des enseignants d'allemand en République du Congo.

Notons que ce projet visait le renforcement des échanges bilatéraux entre la République du Congo et l'Allemagne et bien sûr le renforcement des capacités de l'enseignement d'apprentissage de la langue allemande en République du Congo.

Bruno Zéphirin Okokana

LIVRES

Hugues Ngouélondélé signe « Un maire, une ville : bâtir, servir, transmettre »

Hugues Ngouélondélé, ancien maire de Brazzaville (2003-2017) et actuel ministre de la Jeunesse, des Sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, signe un nouvel ouvrage dans lequel il revient sur son parcours personnel et professionnel. Intitulé « Un maire, une ville : Bâtir, servir et transmettre », ce livre offre un regard inédit sur quinze années de gouvernance municipale au cœur de la capitale congolaise.

La cérémonie de présentation officielle de l'ouvrage a eu lieu le 27 novembre à Brazzaville. Hugues Ngouélondélé publie un ouvrage témoignage sur ses quinze années à la tête de la mairie de Brazzaville. Dans cet ouvrage à la fois captivant et introspectif, l'auteur retrace les moments forts de son mandat, depuis les premiers défis liés à une ville encore marquée par les séquelles de la guerre civile de 1997 jusqu'aux transformations majeures qui ont accompagné la croissance démographique rapide de Brazzaville. Il y partage anecdotes, analyses et réflexions sur la gestion d'une métropole en pleine mutation, tout en posant une question centrale : comment concilier

les attentes des citoyens avec les contraintes économiques et politiques du pays ?

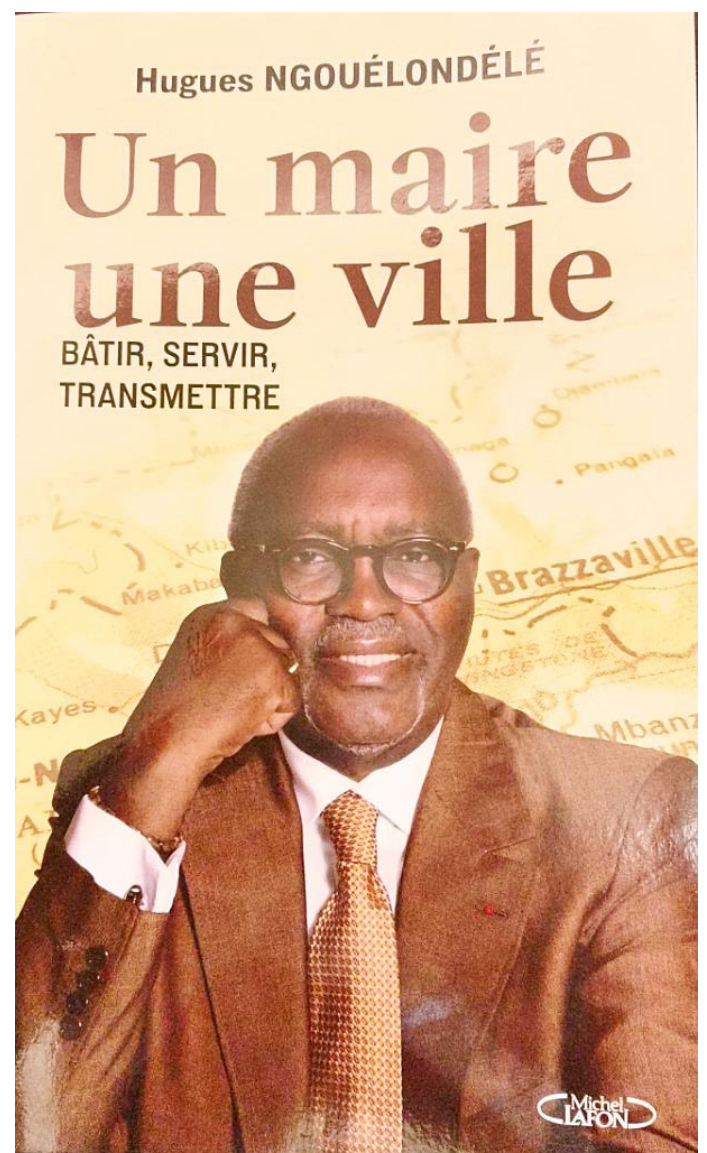
Plus qu'un simple récit, le livre s'inscrit comme un véritable plaidoyer en faveur d'une gouvernance locale efficace et d'une décentralisation mieux structurée. Hugues Ngouélondélé y expose sa vision de l'action publique, son attachement au service de l'intérêt général et son engagement pour le développement local. L'auteur y met également en lumière les principes qui ont guidé son action : bâtir, servir et transmettre.

L'ouvrage de 207 pages est structuré en quatre parties et met en exergue les enjeux essentiels liés à la décentralisation, aux politiques

publiques locales et aux méthodes permettant d'y répondre. Il constitue ainsi un outil de référence pour les acteurs municipaux, les étudiants, les décideurs publics et tous ceux qui s'intéressent à la gestion locale. Lors de la cérémonie officielle de présentation et de dédicace, Hugues Ngouélondélé a expliqué les motivations qui l'ont poussé à rédiger ce livre : partager une expérience, éclairer les défis structurels du développement local et transmettre des enseignements utiles pour les générations futures.

« Un maire, une ville : Bâtir, servir et transmettre » est disponible à la Librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville, à la FNAC et chez L'Harmattan.

Rude Ngoma



Notre client, filiale d'un groupe, envisage l'extension de ses activités vers le marché sous-régional avec pour ambition de devenir un acteur clé en Afrique centrale.

Dans le cadre du renforcement de son effectif, notre client recrute deux (02) COMPTABLES SENIOR et JUNIOR H/F hautement qualifiés qui seront sous la supervision directe du Chef de Département Finance et Comptabilité avec les missions et responsabilités suivantes :

Missions et responsabilités du comptable Senior :

- S'assurer de la tenue à jour des journaux comptables et du grand livre (saisie et édition) et du classement des documents comptables et des pièces justificatives ;
- S'assurer de la vérification de la régularité des dépenses effectuées dans le respect des imputations budgétaires et veiller au classement des pièces justificatives de ces dépenses (devis, BC, factures, BL, copie de chèques...) ;
- S'assurer de l'édition des balances mensuelles et réaliser le rapprochement bancaire mensuel ;
- S'assurer de la mise en œuvre et du suivi des opérations comptables ;
- S'assurer du traitement des informations reçues de la Trésorerie ;
- Superviser la préparation des états comptables ainsi que les revues analytiques y afférentes ;
- Assurer la vérification des états de trésorerie ;
- Contrôler la régularité et la sincérité des informations financières et comptables ;
- Participer à la production des programmes et rapports d'activités annuels ;
- Participer à la définition des procédures comptables et financières puis s'assurer de leur application ;
- Mettre en place une veille en vue de se tenir informé de l'évolution de la réglementation comptable et financière et recommander les ajustements idoines ;
- Contribuer à l'actualisation et à la conception d'outils d'analyse et de suivi (outils de reporting, tableau de bord, états de synthèse) ;
- Réaliser toute autre activité demandée par le supérieur hiérarchique dans le cadre des objectifs de la direction.

Profil :

- Être titulaire au moins d'un diplôme de BAC+3 en Finance et Comptabilité, Audit ou toute autre qualification équivalente ;
- Avoir au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles avérées et prouvées au poste de Comptable
- Avoir de solides expériences en matière de gestion comptable et financière ;
- Avoir la maîtrise d'Office 360 et sa flotte bureautique (Word, Excel avancé, Power Point), et des logiciels de gestion comptable et financière ;
- Être rigoureux et autonome, réactif et proactif ;
- Être capable de travailler sous pression ;
- Avoir une excellente capacité d'analyse et de synthèse ;
- Être de bonne moralité et avoir une grande capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le sens des responsabilités et de la retenue professionnelle ;
- Savoir gérer les priorités et être force de propositions.

Missions et responsabilités du comptable Junior :

- Faire le suivi de la fiabilité et de l'image sincère des comptes afin de garantir la certification des états financiers.
- Effectuer la revue des comptes
- Vérifier les imputations et écritures comptables
- Vérifier les analyses de comptes
- Contrôler les comptes de trésorerie
- Suivre les comptes d'immobilisations
- Effectuer la revue des liasses fiscales

Contrôler et traiter les éléments de paie

- Suivre les comptes de charges et produits

- Définir les schémas comptables pour l'ensemble des opérations
- Appuyer les différentes unités organisationnelles au quotidien
- Organiser et animer des modules de formation à l'attention des opérationnels ;

Profil :

- Bac +2 minimum Audit ; Comptabilité, Contrôle de Gestion
- 4 ans minimum au poste de Comptable
- Avoir le sens de la communication et de la discrétion
- Être honnête, rigoureux et méthodique

Lieu des postes : Brazzaville, CONGO

Type de contrat de travail : Contrat à durée déterminée avec une période d'essai (si CDD concluant à terme, signature d'un CDI).

L'offre est valable jusqu'au 12 décembre 2025 inclus à 17h 00 mn, heure de Brazzaville.

Si vous correspondez au profil recherché, merci d'envoyer à l'adresse suivante : recrutements.societes@gmail.com:

- Une lettre de motivation dûment signée ;
- Un curriculum vitae détaillé (plus une photo couleur).
- Les certificats ou attestation de travail couvrant le nombre d'année requis pour le poste à pourvoir ;
- Les copies certifiées des diplômes obtenus et certificats de formation (éventuel).

NB :

Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seules les candidatures retenues pour les tests seront contactées. Nous nous réservons le droit de ne pas donner une suite au présent avis de recrutement.

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL


COMITE PREPARATOIRE
ET D'ORGANISATION DU VIÈME
CONGRES ORDINAIRE

COORDINATION

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité-Travail- Progrès

*Tout pour le Peuple !
Rien que pour le Peuple !*



COMMUNIQUE

Le Secrétaire Général, Président du Comité Préparatoire et d'Organisation du 6ème congrès ordinaire du PCT, le camarade Pierre MOUSSA informe les cadres, militants et sympathisants du Parti Congolais du Travail, que les assemblées générales des comités et les congrès fédéraux se tiendront, selon le calendrier ci-après :

- **du 1^{er} au 04 décembre 2025** : Assemblées Générales des Comités d'arrondissement et de districts pour désigner les délégués des comités aux congrès fédéraux ;
- **les 06 et 07 décembre 2025** : Congrès fédéraux, pour désigner les délégués des fédérations au Congrès national.

Les dirigeants des organes intermédiaires et de base du parti sont priés de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la réussite de ces activités.

Fait à Brazzaville, le 29 novembre 2025

Pour le Secrétaire général, P.O

**Le Secrétaire permanent,
Président de la commission
communication du Congrès,
Parfait ILOKI**

Avis de recrutement

Vous êtes passionnés des bienfaits de la nature. Vous êtes actifs et discrets. Vous avez le désir de protéger les ressources naturelles avec des qualités d'investigateur sur toute l'étendue du territoire national. Vous avez au moins le niveau baccalauréat. Venez partager votre expérience.

Les personnes intéressées peuvent envoyer au plus tard, lundi 05 janvier 2026 à 17 heures, un curriculum vitae et une lettre de motivation à l'adresse : recrutement2016congo@gmail.com. Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

NB : La maîtrise de plusieurs langues serait un atout. Soyez prêts à intervenir sur toute l'étendue du territoire national.

La Direction

Remerciements

Hervé Brice Mampouya, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les enfants Mampouya, les familles Mbembé et Kimpandzou, remercient tous les parents, amis et connaissances qui les ont assistés moralement, matériellement et financièrement lors du décès de leur mère, tante et sœur, madame Mampouya née Boukaka Joséphine. Décès survenu le 27 octobre 2025 au CHU de Brazzaville. La cérémonie d'inhumation a eu lieu le vendredi 14 novembre au cimetière de Mayamba, village Yanga, district de Boko (département du Pool) suivie de la construction de la pierre tombale, le 29 novembre.

Que tous trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude et le sentiment de notre sempiternelle reconnaissance.



ETOILE DU CONGO

Paolo Grimaldi pose les bases de la détection des joueurs

L'Etoile du Congo a décidé d'ouvrir ses portes à ce manager italien spécialisé dans le football africain dans le but de détecter ses jeunes joueurs et les placer à l'international.

L'expertise de Paolo Grimaldi, agent de joueur Fifa, a été sollicitée par le président de l'Etoile du Congo, Ghislain Ngapela Lendouma, également propriétaire du FC Emboli, pour étudier la possibilité de concrétiser le projet cher à son agence IJM basée en Côte d'Ivoire spécialisée dans la détection des jeunes joueurs africain et leur placement dans les championnats européens. « Le but de IJM est de placer les jeunes joueurs africain à l'international pour se confronter dans les différents championnats. On travaille principalement sur les jeunes à partir de 16 à 18-19 ans », a-t-il expliqué à la conférence de presse qu'il a animée le 26 novembre à Brazzaville.

L'Etoile du Congo devrait tirer profit de ce projet axé essentiellement sur les jeunes, une fois le contrat paraphé. « Ce



Paolo Grimaldi présentant le projet Adiac

n'est pas encore un contrat mais un projet, car on ne peut rien faire en six mois. Ce projet s'étend sur deux ou trois années », a-t-il confirmé.

Pour lui, donner la possibilité aux jeunes de l'Etoile du Congo de s'exprimer ne dépend pas uniquement de leur placement en Europe ou ailleurs mais aussi de la manière dont le joueur détecté s'adaptera au contexte international. « On peut envoyer les joueurs en Europe mais on est pas sûr à 100% de leur réussite. Si le joueur est fort aujourd'hui, il faut le démontrer ailleurs. En Europe, ils n'ont pas le temps d'attendre », a-t-il expliqué.

Paolo Grimaldi a avoué son ambition de progresser les jeunes sur place au Congo. Toutefois avec la tranche d'âge, il peut être séduit par l'idée d'étendre sa vision de détection aussi sur les jeunes

joueurs comme ceux du FC Emboli. « On insiste sur ce critère d'âge par rapport aux attentes en Europe, parce que les joueurs qui n'ont pas de championnat aujourd'hui s'ils partent, ce serait compliqué pour eux de jouer tout de suite. C'est pour cette raison qu'il faut prendre les joueurs qui sont très jeunes », a-t-il souligné.

Mais la réalisation du projet rencontre toutefois un obstacle : le manque de championnat au Congo. « C'est très important que le championnat se joue parce que les joueurs que nous allons dénicher viendront du championnat congolais. Or, si nous entamons le travail aujourd'hui, il nous sera très difficile d'atteindre nos objectifs parce que les conditions ne sont pas favorables », a-t-il fait savoir.

James Golden Eloué

ARTS MARTIAUX

Deux jeunes taekwondoistes congolais s'illustrent à Abidjan

Lors de l'African Open Series G1 de Taekwondo disputée récemment à Abidjan en Côte d'Ivoire, Altesse Jamalle Dubien Matsima et Dorcia Nichelvie Ndembu Mbaya, les deux jeunes représentants congolais, sont montés sur le podium dans leurs différentes catégories respectives justifiant ainsi la vitalité actuelle du taekwondo congolais.



Les deux taekwondoistes congolais présents à Abidjan/Adiac

Après leur brillante qualification obtenue à N'Djamena au Tchad, les deux jeunes congolais ont confirmé tous les espoirs placés en eux en obtenant des performances remarquables lors de l'African Open Séries G1 qui a regroupé les athlètes venus des zones 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du continent. Altesse Jamalle Dubien Matsima a été sacré médaillé d'argent en catégorie des -55 kg Junior homme, tandis que Dorcia Nichelvie Ndembu Mbaya a décroché la médaille de bronze en catégorie des -55 kg Junior dame.

Ces résultats confirment le talent et la détermination des athlètes congolais qui continuent de faire luire le drapeau national sur l'échiquier africain et international du taekwondo. Des performances élogieuses qui viennent s'ajouter à celles obtenues par d'autres athlètes nationaux engagés récemment aux championnats du monde de taekwondo en Chine. Au regard de ces résultats, tout porte à croire que le taekwondo congolais a un bel avenir devant lui à condition que les dirigeants sportifs et les autorités du pays accompagnent les athlètes par un encadrement de qualité et une formation adéquate pour rivaliser à armes égales avec les taekwondoistes des autres pays du monde lors des grands rendez-vous de cette discipline.

Hervé Brice Mampouya

ADIAC TV

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 | info@adiac.tv | BA, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso, Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

HÔPITAL SINO-CONGOLAISE

Ouverture d'un institut de médecine traditionnelle chinoise

L'Hôpital de l'Amitié Sino-Congolaise de Mfilou a inauguré, ce 3 décembre à Brazzaville, l'Institut Qi-Huang, un centre entièrement dédié à la médecine traditionnelle chinoise. Cette nouvelle structure, symbole du renforcement de la coopération sanitaire entre le Congo et la Chine, vise à offrir à la population des soins intégrant à la fois pratiques traditionnelles et médecine moderne.

La cérémonie de réception du centre, marquée par un riche brassage culturel, a été présidée par le directeur de cabinet du ministre de la Santé, Donatien Mokassa, en présence de l'ambassadeur de Chine au Congo, An Qing, de l'administrateur maire de Mfilou Ngamaba, Bibiane Itoua, ainsi que de partenaires chinois, du personnel soignant et de nombreuses personnalités du secteur de la santé.

Ce nouvel institut est présenté comme un moteur de développement pour l'enseignement, la formation et la pratique de la médecine traditionnelle au Congo. L'expertise chinoise, reconnue mondialement, contribuera à renforcer les compétences locales et à favoriser l'échange des savoirs. Le Congo devient ainsi le premier pays au monde à bénéficier directement de ce savoir-faire chinois en matière de médecine traditionnelle.

cine traditionnelle.

L'ouverture de cet institut constitue l'une « des actions concrètes de la Chine en République du Congo », a affirmé la directrice de la Commission nationale de la santé de Chine, Zhang Janjun soulignant que des spécialistes chinois ont été dépêchés sur place pour assurer la formation des praticiens congolais.

Ce centre reflète la volonté des parties congolaise et chinoise de promouvoir une médecine intégrée, combinant les avancées de la médecine moderne et les apports de la tradition. Pour le directeur de l'Hôpital de l'Amitié Sino-Congolaise de Mfilou, Roger Oyéré, il ne s'agit nullement d'opposer deux modèles, mais plutôt de les faire dialoguer afin d'améliorer la prise en charge des patients. S'adressant aux équipes médicales, il a insisté sur les opportunités que représente l'Institut Qi-Huang. « Ce n'est pas un simple bâtiment. C'est un levier de transformation et une chance historique de renforcer nos compétences », a-t-il indiqué tout en appelant chacun à en tirer pleinement profit pour améliorer la qualité des soins.



Les participants lors de l'ouverture du centre/Adiac

Lançant officiellement les activités du centre, le directeur de cabinet du ministre de la Santé, Donatien Mokassa, a salué l'implication du gouvernement chinois, de la mission médicale chinoise et de tous les partenaires engagés dans ce projet. Il a émis le vœu de voir l'institut devenir un

« modèle régional », un véritable centre d'excellence reflétant une coopération sino-congolaise toujours plus dynamique. Une ambition que partageaient visiblement les différents intervenants, à l'instar de Li Jue, directeur de l'hôpital de Tiangin de Chine.

Fiacre Kombo

AFRIQUE CENTRALE

Les États consolident la coordination face aux urgences sanitaires

À l'issue de la deuxième réunion du comité de pilotage du Centre de coordination régional d'Africa CDC pour l'Afrique centrale, le 2 décembre à Brazzaville, les pays membres se sont engagés à construire une architecture solide de préparation et de réponse aux urgences de santé.

Renforcer la sécurité sanitaire, les capacités nationales de surveillance et de gestion des urgences notamment dans les zones transfrontalières ; accroître les financements domestiques et innovants afin de garantir une réponse efficace aux enjeux de santé figurent parmi les résolutions prises par les États lors de la deuxième réunion du comité de pilotage du Centre de coordination régional d'Africa CDC pour l'Afrique centrale.

Il s'agit pour les États membres, de « construire une architecture régionale solide de préparation et de réponse aux urgences sanitaires au regard des épidémies persistantes dans la région », a indiqué le Dr Brice Bicaba, directeur régional du Centre de coordination d'Africa CDC pour l'Afrique centrale, donnant lecture du communiqué ayant sanctionné les travaux dudit comité.

Au nombre des problématiques de santé passées en revue à cette occasion figurent la situation épidémiologique, la stratégie



Les participants au comité de pilotage/DR

gic régionale du transport des échantillons, la nécessité d'un accord de partage de données entre Africa CDC et les États membres, « condition essentielle pour une surveillance efficace, une coordination renforcée, une anticipation optimale des risques », a souligné le ministre congolais de la Santé et de la Population, le Pr Jean Rosaire Ibara, qui a présidé la réunion du comité de pilotage.

Évoquant les avancées et les défis à relever pour la sécurité et la souveraineté sanitaires, le Pr Yap Boum II, représentant le directeur général d'Africa CDC, a indiqué : « En unissant nos forces, nous pouvons construire une Afrique centrale capable non seulement de répondre aux crises mais aussi de les prévenir ».

Il convient par ailleurs de souligner que l'ambition d'Africa

CDC est aussi d'accélérer la fabrication locale des produits médicaux avec un objectif de 60% de production africaine.

Passation Congo-Tchad

La deuxième réunion du comité de pilotage du Centre de coordination régional d'Africa CDC pour l'Afrique centrale a également été marquée par le passage de la présidence du comité de pilotage du Congo au Tchad.

« Le Tchad s'engage à assumer cette présidence en étant un facilitateur et catalyseur pour que ce mandat porte ses fruits », a déclaré l'ambassadeur du Tchad au Congo, Abdel-Kerim Ahamadaye Bakhit, en souhaitant que les moyens suivent les ambitions pour une mise en œuvre réussie de la feuille de route.

Clôurant les travaux, le ministre congolais de la Santé et de la Population, le Pr Jean Rosaire Ibara, a indiqué : « Nous avons identifié et hiérarchisé les activités prioritaires, nécessaires pour consolider notre sécurité sanitaire collective et renforcer la résilience de notre sous-région. À l'ensemble des représentants des ministres de la santé des pays ici représentés, je lance un appel : plaidez auprès de vos hiérarchies pour une prise en compte effective des conclusions auxquelles nous sommes parvenus au cours de cette réunion ».

Rominique Makaya